

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 66 (1948)
Heft: 132

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nummer (031) 216 80
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gef. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen. — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 24.70, halbjährlich Fr. 13.70, vierteljährlich Fr. 7.—, zwei Monate Fr. 5.—, ein Monat Fr. 3.—; Ausland: jährlich Fr. 38.— — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarif: 21 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 30 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 9.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone numéro (031) 216 80
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus. — Prix d'abonnement: Suisse: un an 24 fr. 70; un semestre 13 fr. 70; un trimestre 7.— fr.; deux mois 5.— fr.; un mois 3.— fr.; étranger: fr. 38.— par an — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 21 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 30 ct. — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“: 9 fr. 50 y compris la taxe postale.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica e di commercio 124877—124898.

Bilanzen. Bilans. Bilanci.

Antrag betreffend den Gesamtarbeitsvertrag für die schweizerische Herren- und Knabenkonfektions-Industrie. Requête concernant le contrat collectif de travail pour l'industrie du vêtement pour hommes et garçons. Domanda concernente il contratto collettivo di lavoro nell'industria svizzera degli abiti da uomo e per ragazzi.

Geschäftseröffnungsverbot — Sperrfrist gemäss Ausverkaufordnung.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Gesandtschaften und Konsulate. Légations et consulats. Legazioni e consolati.
Schweiz Nationalbank, Ausweis — Banque nationale suisse, situation hebdomadaire.
Separatabzüge aus dem SHAB. (Liste).

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautionnés et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (974)

Failli: Clavel Georges-A., précédemment Hôtel Waldhaus, à Valbella (Grisons), actuellement à Lausanne.

Date du prononcé: le 29 mai 1948.

Faillite sommaire, art. 231 L. P.

Délai pour les productions des créances: le 29 juin 1948.

Ct. de Vaud Office des faillites d'Orbe (971)

Failli: Gaschoud Albert, Ameublement, Orbe.

Date du prononcé: 1^{er} juin 1948.

Faillite sommaire, art. 231 L. P.

Délai pour les productions: 29 juin 1948.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites, Neuchâtel (982)

Liquidation de succession répudiée

Débitrice: Succession répudiée de Dubois Charles, Ameublements «Durex», originaire de Buttes, quand vivait commerçant, Brévards 1a, à Neuchâtel. Propriétaire des articles 1879 et 1880 du cadastre de Neuchâtel.

Date de l'ouverture de la liquidation: 27 mai 1948.

Première assemblée des créanciers: vendredi 18 juin 1948, à 14 ½ heures, à l'Hôtel de Ville de Neuchâtel, Salle du tribunal II, 2^e étage.

Délai pour les productions: 9 juillet 1948.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (970)

Deuxième sommation aux titulaires de servitudes

Failli: Ketterer Fernand-Robert, cafetier-boulangier, Chancy-Genève. Immeubles possédés par le failli dans la commune de Chancy, parcelle 2342, feuille 8, avec bâtiments Nos 38 et 38bis.

Délai pour les productions des servitudes: 19 juin 1948.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation (SchKG 230.) (L. P. 230.)

Kt. St. Gallen Konkursamt Neutoggenburg, Lichtensteig (973)

Gemeinschuldner: Aerne-Gehri Jakob, bürgerlich, von Kappel (St. Gallen), chemische Produkte, Oberdorf-Wattwil.

Datum der Konkurseröffnung: 29. Mai 1948.

Datum der Einstellungsverfügung (mangels Aktiven): 3. Juni 1948.

Sofern seitens der Gläubiger bis 23. Juni 1948 bei oben genanntem Konkursamt nicht ein Barvorschuss von Fr. 200 geleistet wird, erfolgt die Schlussverfügung.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich Konkursamt Wülflingen-Winterthur (979)

Neuaufgabe des Kollokationsplanes infolge nachträglicher Forderungseingaben

Gemeinschuldner: Platter Hans, Import und Export von Lebensmitteln, Rütlistrasse 15, Winterthur.

Anfechtungsfrist: 19. Juni 1948.

Kt. Appenzell I.-Rh. Konkursamt Appenzell (980)

Gemeinschuldnerin: Aktiengesellschaft Carl Zürcher, Appenzell.

Auflage- und Anfechtungsfrist: vom 9. bis und mit 18. Juni 1948.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites, La Chaux-de-Fonds (975)

Etat de collocation rectificatif et complémentaire

Faillie: Jaccard O. S. S.A., fabrication et commerce d'articles mécaniques et électriques en tous genres, rue Jacob-Brandt 61, à La Chaux-de-Fonds.

L'état de collocation complémentaire ensuite d'admission de créances tardives ainsi que de modifications est déposé à l'office précité, où il peut être consulté.

Les actions en contestation ou rectification doivent être introduites dans les dix jours à dater du 9 juin 1948, soit jusqu'au 19 juin 1948, inclusivement, sinon le dit état sera considéré comme accepté.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268)

(LP. 268)

Kt. Bern Konkursamt Thun (976)

Gemeinschuldner: Bärufuss-Zimmermann Walter, Bauunternehmer, Thun-Dürrenast.

Datum des Schlusses des Konkursverfahrens: 28. Mai 1948.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldern ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Moratoria pel concordato e invito al creditori d'insinuare i loro crediti

(L. E. F. 295, 296, 300)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria.

I creditori sono invitati ad insinuare i loro crediti presso il commissario nel termine stabilito per le insinuazioni, sotto la comminatoria che in caso di omissione non avranno diritto di voto nelle deliberazioni sul concordato.

Kt. Thurgau Konkurskreis Arbon (981)

Schuldner: Eugster-Dünner Arnold, von Speicher (Appenzell A.-Rh.), «Zur Schmiedstube», Arbon.

Datum der Stundungsbewilligung durch das Bezirksgericht Arbon: 24. Mai 1948. Dauer der Stundung: bis und mit 24. September 1948.

Sachwalter: Dr. M. Meyer, Rechtsanwalt, Rebenstrasse 27, Arbon.

Eingabefrist: bis und mit 5. Juli 1948.

Gläubigerversammlung: Rathaus Arbon, Mittwoch, den 28. Juli 1948, 14 Uhr. Aktenaufgabe: während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung im Bureau des Sachwalters.

Ct. Ticino Circondario di Lugano (977)

(Art. 296—300 L. F. E. F. e art. 40 ordinanza C. F. del 24 gennaio 1941)

Debitore: Reggi Vincenzo, Lugano.

Decreto di moratoria della pretura di Lugano-Città: 3 giugno 1948.

Commissario per il concordato: Solari Mario, Lugano.

Termine per le insinuazioni di credito: 28 giugno 1948.

Assemblea dei creditori: 16 settembre 1948 nella sala delle udienze dell'Ufficio di esecuzioni e fallimenti a Lugano, via A. Ciseri, alle ore 14.30.

Esame degli atti: a partire dal giorno 6 settembre 1948 presso il commissario a Lugano; corso Elvezia 4.

Ct. de Vaud Arrondissement d'Aigle (972)

Débiteur: Beck Ernest, épicerie-droguerie, Leysin.

Date de l'octroi du sursis par décision du président du Tribunal de district d'Aigle: 2 juin 1948.

Durée du sursis: 4 mois.

Commissaire: H. Barbezat, préposé aux faillites, Aigle.

Délai pour les productions: 29 juin 1948.

Assemblée des créanciers: jeudi 15 juillet 1948, à 14 h. 30, salle du tribunal, Hôtel de Ville, Aigle.

Examen des pièces: dès le 5 juillet 1948, au bureau du commissaire, Aigle.

Ct. de Vaud Arrondissement de Lausanne (978)

Débiteur: Walther Marcel, négociant, rue de Bourg 13 à Lausanne.

Date de l'octroi du sursis concordataire par décision du président de la Chambre des poursuites et faillites du Tribunal du district de Lausanne: le 31 mai 1948.

Commissaire: le préposé aux faillites, Lausanne.

Délai pour les productions: le 29 juin 1948.

Assemblée des créanciers: le lundi 6 septembre 1948, à 14 h., dans une des salles du Tribunal de district de Lausanne, Palais de Montbenon, Lausanne.

Examen des pièces: dès le 25 août 1948, au bureau du commissaire, Office des faillites, Riponne I, à Lausanne.

Kt. Wallis Konkurskreis Brig (984)

Schuldner: von Stockalper, Peter, Kohlen, wohnhaft in Blonay-Vevey, Geschäftssitz in Brig, laut Handelsregistereintrag.

Datum der Stundungsbewilligung durch Entscheid des Instruktionsrichters des Bezirkes Brig, als Nachlassbehörde: 31. Mai 1948.

Dauer der Stundung: 4 Monate.

Sachwalter: Dr. Anton Lanwer, Advokat und Notar, Brig.

Eingabefrist binnen 20 Tagen.

Gläubigerversammlung: 15. Juli 1948, um 14 Uhr 30, im Stadthaus zu Brig.

Aktenaufgabe: ab 5. Juli 1948, im Bureau des Sachwalters.

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages

(SchKG. 304, 317)

Délibération sur l'homologation de concordat

(L. P. 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Luzern Amtsgerichtsvizepräsidium von Luzern-Stadt (985)

Schuldner: Raymond Henry, Möbelfabrikation, Zürichstrasse 27/29, Luzern.

Tag, Stunde und Ort der Verhandlung: Donnerstag, den 24. Juni 1948, 15 Uhr, im Amtsgerichtsgebäude, Grabenstrasse 2, Luzern.

Luzern, den 8. Juni 1948.

Der Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt: Dr. W. Fischler.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire

(SchKG 293.)

(L. P. 293.)

Ct. de Vaud Tribunal d'Aigle (983)

Le président du Tribunal du district d'Aigle statuera dans son audience du vendredi 18 juin 1948, à 10 heures, en salle du tribunal, Maison de Ville à Aigle, sur la demande de sursis concordataire présentée par Perrin André, Labor cuir, à Leysin.

Les intéressés peuvent se présenter à cette audience pour y fournir les renseignements qu'ils pourraient posséder sur la situation du débiteur.

Aigle, le 7 juin 1948.

Le président: B. de Haller.

Handelsregister - Registro del commercio - Registro di commercio**Zürich — Zurich — Zurigo**

29. Mai 1948. Bürstenwaren.

Jakob Wyder, in Zürich (SHAB. Nr. 239 vom 12. Oktober 1934, Seite 2821), Fabrikation und Vertrieb von Bürstenwaren. Die Firma wird gemäss Art. 68, Abs. I, HRegV, infolge Todes des Inhabers von Amtes wegen gelöscht.

4. Juni 1948.

Kristall-Porzellan A. G. (Cristal-Porcelaine S. A.) (Crystal-Porcelain Ltd.), in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 26. Mai 1948 eine Aktiengesellschaft. Zweck der Gesellschaft sind Durchführung von Handelsgeschäften in Kristall-, Glas-, Porzellan- und Haushaltswaren für eigene und fremde Rechnung einschliesslich Import und Export dieser Waren; Übernahme von Vertretungen, Kommissions-, Versicherungs- und Vermittlungsgeschäften aller Art, Beteiligung an andern Unternehmungen. Das voll einbezahlte Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Franken 1000. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen im Publikationsorgan oder, wenn die Namen und Adressen aller Aktionäre bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Mitglieder des Verwaltungsrates sind Rolf Merlitsek, von und in Zürich, Präsident; Hedwig Sigrist, von und in Winterthur, und Constant Chautems, von Neuchâtel, in Genf. Sie führen Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomizil: Kornhausbrücke 1 in Zürich 5.

4. Juni 1948.

Wohnbaugenossenschaft «Frickenbuck», in Dübendorf (SHAB. Nr. 152 vom 3. Juli 1946, Seite 2003). Christian Gerber, Isidor Schöpfer und Hans Fankhauser sind aus der Verwaltung ausgeschieden; deren Unterschriften sind erloschen. Hermann Kasser ist nicht mehr Vizepräsident, sondern Präsident. Neu wurden in die Verwaltung gewählt Robert Künzler, von Walzenhausen, als Vizepräsident, Jakob Spalinger, von Winterthur und Marthalen, als Aktuar, und Fritz Haldmann, von Signau (Bern), als Kassier; alle in Dübendorf. Präsident Kasser oder Vizepräsident Künzler führen Kollektivunterschrift je mit Aktuar Spalinger oder Kassier Haldmann.

4. Juni 1948.

Landwirtschaftlicher Verein Wildberg, in Wildberg, Genossenschaft (SHAB. Nr. 268 vom 15. November 1945, Seite 2818). Gottlieb Frohofer ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Vorstand als Vizepräsident gewählt Werner Rothenbühler, von Trachselwald, in Wildberg. Präsident oder Vizepräsident führen Kollektivunterschrift mit dem Aktuar.

4. Juni 1948.

Sanitärbedarf A.-G., in Zürich 8 (SHAB. Nr. 114 vom 19. Mai 1948, Seite 1387). Die Mitglieder des Verwaltungsrates, Walter Friedrich Beck, Präsident, Alfred Hebeisen und Albert Lins führen nicht mehr Kollektiv-, sondern Einzelunterschrift.

4. Juni 1948. Waren aller Art.

J. Suhner & Co., in Zürich 7, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 107 vom 10. Mai 1948, Seite 1302). Waren aller Art. Neues Geschäftslokal: Klingenmatt 25 in Zürich 3.

4. Juni 1948. Radio usw.

Henri Nater, in Zürich (SHAB. Nr. 217 vom 16. September 1938, Seite 2005). Der Geschäftsbereich wird wie folgt neu umschrieben: Import von, Handel mit und Reparaturen von Radio-, Grammophon- und elektrischen Apparaten und deren Einzelteilen. Der Inhaber wohnt in Zürich 6. Neues Geschäftslokal: Weinbergstrasse 15.

4. Juni 1948. Schreibmaschinen usw.

Hans Gubler A. G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 4 vom 7. Januar 1947, Seite 38), Schreib- und Rechenmaschinen usw. Neu wurde in den Verwaltungsrat mit Einzelunterschrift gewählt Emilio Steiner, von Mühlethal (Aargau), in Mailand.

4. Juni 1948. Liegenschaften.

Emil Lüscher, bisher in Küssnacht (SHAB. Nr. 71 vom 26. März 1945, Seite 697), Liegenschaften. Der Firmainhaber hat den geschäftlichen Sitz sowie das persönliche Wohnsitz nach Erlenbach (Zürich) verlegt. Geschäftslokal: Seestrasse 91.

4. Juni 1948. Dekorationsstoffe, Tischdecken.

Lisa Eckstein, in Zürich. Inhaberin dieser Firma ist mit Zustimmung ihres Ehemannes gemäss Art. 167 ZGB. Lisa Eckstein, geb. Müller, von Zürich, in Zürich 4. Einzelprokura ist erteilt an Hans Eckstein-Müller, von und in Zürich. Handel mit Dekorationsstoffen und Tischdecken. Eglistrasse 17.

4. Juni 1948. Textilwaren usw.

Gebr. Nogacz, in Zürich 3. Unter dieser Firma sind Pinkus Nogacz, von und in Neuenhof (Aargau), und Matias Nogacz, polnischer Staatsangehöriger in Zürich 3, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Juni 1948 ihren Anfang genommen hat. Handel mit Textilwaren, Regenbekleidungen und Sportartikeln. Zweierstrasse 106.

4. Juni 1948. Gummistrümpfe.

W. Ott & J. Roth, in Elgg. Unter dieser Firma sind Walter Ott, von Schlatt und Elgg, in Elgg, und Ida Roth-Plattner, von St. Peterzell (St. Gallen), in Elgg, mit Zustimmung ihres Ehemannes gemäss Art. 167 ZGB., eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Juni 1948 ihren Anfang genommen hat. Die Gesellschafter führen Kollektivunterschrift. Fabrikation von Gummistrümpfen. Mühlestrasse 122.

4. Juni 1948.

E. Bolliger, Reitanstalt und Pensionsstallung Wollishofen, in Zürich (SHAB. Nr. 106 vom 8. Mai 1948, Seite 1296). Diese Firma wird infolge Fehlens der gesetzlichen Voraussetzungen der Eintragungspflicht auf Begehren des Inhabers gelöscht.

4. Juni 1948. Landw. Maschinen usw.

Leopold Eckert, in Zürich (SHAB. Nr. 262 vom 8. November 1945, Seite 2750), landwirtschaftliche Maschinen usw. Diese Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

4. Juni 1948. Finanzierungen.

A. Hürlimann & Cie., in Zürich 1, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 89 vom 17. April 1948, Seite 1080), Finanzierungen aller Art usw. Diese Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Firma ist erloschen.

4. Juni 1948. Textilwaren.

Arthur Naumann, in Adliswil. Inhaber dieser Firma ist Arthur Naumann, von Egnach (Thurgau), in Adliswil. Handel mit Textilwaren aller Art. Zürichstrasse 8.

4. Juni 1948. Strumpfwaren.

Violet Hearn, in Zürich (SHAB. Nr. 296 vom 18. Dezember 1946, Seite 3674), Damen- und Herren-Strumpfwaren. Diese Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

Bern — Berne — Berna**Bureau Bern**

3. Juni 1948.

Treuhand- und Buchhaltungsbureau Dr. rer. pol. Hans Spörrli, in Liebefeld, Gemeinde Köniz. Inhaber der Firma ist Dr. rer. pol. Hans Spörrli, von Marthalen, in Liebefeld, Gemeinde Köniz. Treuhand- und Buchhaltungsbureau. Buschweg 3.

3. Juni 1948. Tapeten usw.

C. Hepp A. G. Filiale Köniz, Zweigniederlassung in Liebefeld, Gemeinde Köniz. Handel mit Tapeten und Wandbekleidungen aller Art usw. (SHAB. Nr. 72 vom 27. März 1948, Seite 872), mit Hauptsitz in Basel. Neue Adresse des weiteren Geschäftslokals in der Gemeinde Bern: Ryffligässchen 10.

3. Juni 1948. Mineralölprodukte.

F. Baehni, in Bern. Inhaber der Firma ist Fritz Baehni, von Bolligen, in Bern. Handel mit Mineralölprodukten. Thunstrasse 72.

3. Juni 1948. Architekturbureau.

P. Widmer, Arch., in Bern, Architekturbureau (SHAB. Nr. 36 vom 12. Februar 1944, Seite 358). Die 1. Zivilkammer des Appellationshofes des Kantons Bern hat durch Urteil vom 21. Mai 1948, in Bestätigung des erstinstanzlichen Urteils des Konkursrichters von Bern vom 27. April 1948, über den Inhaber rückwirkend auf 27. April 1948 dem Konkurs eröffnet.

3. Juni 1948. Viehhandel.

Rosa Säggerer-Rickli's Erben, in Liebefeld, Gemeinde Köniz, Viehhandlung, infolge Konkurses aufgelöste Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 250 vom 25. Oktober 1947, Seite 3145). Durch Verfügung vom 18. Mai 1948 hat der Konkursrichter von Bern den Konkurs infolge Abschlusses eines Nachlassvertrages widerrufen. Demzufolge wird der frühere Eintrag wiederhergestellt (SHAB. Nr. 150 vom 1. Juli 1947, Seite 1802).

4. Juni 1948.

PYRA, Radio-Service A.G., in Bern, Reparaturservice und Vertretungen der Radiobranche usw. (SHAB. Nr. 210 vom 9. September 1947, Seite 2611). Der Verwaltungsratspräsident Ernst Meyer ist zurückgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Der nun einzige Verwaltungsrat Ernst Berner führt jetzt Einzelunterschrift; seine Kollektivunterschrift ist erloschen.

4. Juni 1948. Chemische Produkte.

Johann Kunz, in Boll-Sinneringen, Gemeinde Vechigen, Fabrikation von und Handel mit chemischen und technischen Artikeln usw. (SHAB. Nr. 152 vom 3. Juli 1945, Seite 1563). Die Firma hat den Sitz nach Papiermühle, Gemeinde Bolligen, verlegt, wo der Inhaber jetzt Wohnsitz hat. Geschäftslokal: Worblentalstrasse 35.

Bureau Biel

3. Juni 1948. Landesprodukte, Autotransporte usw.

Joseph Meyer, in Biel, Verkauf von Landesprodukten und Südfrüchten en gros; Autotransporte (SHAB. Nr. 39 vom 17. Februar 1947, Seite 470). Die an Werner Müller erteilte Prokura ist erloschen.

3. Juni 1948. Immobilien.

Probst & Cie., in Biel, Verwaltung, eventuell Veräusserung der ihr gehörenden Liegenschaften, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 290 vom 11. Dezember 1946, Seite 3599). Die Gesellschaft ist seit dem 28. Januar 1948 aufgelöst. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

3. Juni 1948.

Erspariskasse Biel (Caisse d'Epargne de Bienne), in Biel, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 269 vom 17. November 1947, Seite 3395). Die Gesellschaft hat anlässlich ihrer ordentlichen Generalversammlung vom 6. April 1948 ihre Statuten revidiert. Die Gesellschaft bezweckt die Hebung des Sparsinns und die Förderung von Handel, Industrie und Gewerbe durch Entgegennahme und Verzinsung von Spareinlagen und andern Geldern, Gewährung von Hypotheken, Darlehen und Krediten, Uebnahme von Kautionen, Aufbewahrung und Verwaltung von Wertpapieren und Wertsachen und Vermietung von Stahlstrangküchen. Ausgeschlossen sind Spekulationsgeschäfte und Auslandsanlagen jeder Art. Der bisher «Verwalter» genannte Geschäftsführer der Gesellschaft wird nun als «Direktor» bezeichnet.

Bureau Burgdorf

4. Juni 1948. Metallfolien, Verpackungsmaterial.

Schüpbach & Co. A.-G., in Burgdorf, Fabrikation und Veredelung von Metallfolien und deren Vertrieb, Herstellung und Vertrieb von Verpackungsmaterial (SHAB. Nr. 107 vom 9. Mai 1947). Der Verwaltungsrat hat Kollektivprokura erteilt an Dr. iur. Hans-Rudolf Niggli, von Aarburg, in Burgdorf. Dieser zeichnet zu zweien mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

Bureau de Delémont

3 juin 1948.

Caisse de crédit mutuel de Develier, à Develier, société coopérative (FOSC. du 26 août 1942, N° 197, page 1931). Dans son assemblée générale du 21 mars 1948, la société a adopté de nouveaux statuts conformes à la législation actuelle. En plus de la responsabilité personnelle et solidaire, les associés ont également l'obligation d'effectuer des versements supplémentaires. Le montant de la part sociale est actuellement de 100 fr. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le nombre des membres du comité de direction est porté de trois à cinq. Ariste Ory est président, Paul Greppin, vice-président, et Marcel Chappuis, secrétaire (déjà inscrits). La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire.

Caisse Raiffeisen de Bourrignon, société coopérative, à Bourrignon (FOSC. du 28 décembre 1936, N° 303, page 3038). Dans son assemblée générale du 29 février 1948, la société a adopté de nouveaux statuts conformes à la législation actuelle. En plus de la responsabilité personnelle et solidaire, les associés ont également l'obligation d'effectuer des versements supplémentaires illimités. Le montant de la part sociale est actuellement de 100 fr. La société a pris comme nouvelle raison sociale **Caisse de crédit mutuel de Bourrignon**. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le comité est actuellement composé de 5 membres. Le président est: Joseph Koller; vice-président: Georges Berberat, et secrétaire: Alfred Domon (déjà inscrits). La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire.

Bureau Interlaken

2. Juni 1948.

Darlehenskasse Unterseen, in Unterseen, Genossenschaft (SHAB. Nr. 107 vom 9. Mai 1947, Seite 1266). An der Generalversammlung vom 22. Februar 1948 wurden die Statuten dem neuen Recht angepasst. In der Zweckbestimmung ist die bisherige Möglichkeit, sich im Warenverkehr zu betätigen, fallen gelassen worden. Neben der bisherigen persönlichen und solidarischen Haftbarkeit besteht nun auch die unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Aus der Verwaltung ist der Vizepräsident Gottlieb Dauwalder ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als Vizepräsident gewählt Mathäus Frutiger, von Ringgenberg (Bern), in Unterseen. Präsident, Vizepräsident und Aktuar zeichnen kollektiv zu zweien.

Bureau de Moutier

3 juin 1948.

Caisse de Crédit Mutuel de Courchapoix, à Courchapoix, société coopérative (FOSC. du 24 juillet 1942, N° 169, page 1706). Dans son assemblée générale du 7 mars 1948, la société a adapté ses statuts aux dispositions actuelles du Code des obligations. Dans le but de la société, la possibilité de s'occuper du commerce de marchandises a été abandonnée. L'obligation d'effectuer des versements supplémentaires est précisée conformément aux dispositions légales actuelles. Le montant de la part sociale est actuellement de 100 fr. Les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le nombre des membres du comité de direction est porté de trois à cinq. La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire.

Bureau Schlosswil (Bezirk Konolfingen)

21. Mai 1948. Tuch, Spezereien, Samen, Bett-, Tisch- und Küchenwäsche. **Schütz & Co.**, in Oberhofen, Gemeinde Bowil, Kommanditgesellschaft, Tuch-, Spezerei- und Samenhandlung, Fabrikation handgewobener Bett-, Tisch- und Küchenwäsche. Die einzige unbeschränkt haftende Gesellschafterin Lina Schütz, geborene Staub, heisst nun infolge Wiederverheiratung Luise

Jordi, verwitwete Schütz, geborene Staub, von Wyssachen, in Oberhofen, Gemeinde Bowil. Der Ehemann Hermann Jordi hat die Bewilligung zur Führung des Geschäftes durch seine Ehefrau erteilt.

Graubünden — Grisons — Grigioni

2. Juni 1948.

Tavetscher Specksteinwerk AG., bisher in Langenthal (SHAB. Nr. 219 vom 19. September 1946, Seite 2747). Gemäss öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 24. Mai 1948 wurde der Sitz nach Chur verlegt. Die Namenaktien wurden in Inhaberaktien umgewandelt. Die Statuten, datierend vom 13. September 1946, wurden entsprechend revidiert. Die Gesellschaft bezweckt die Ausbeutung der Specksteingrube Oberalp Calmot (Gemeinde Tavetsch) und die Fabrikation von Produkten aus Speckstein. Die Gesellschaft kann sich an anderen Unternehmungen mit gleichen oder ähnlichen Zwecken beteiligen. Das volleinbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 100 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen erfolgen durch Zirkular. Dem Verwaltungsrat, bestehend aus zwei bis fünf Mitgliedern, gehören an: als Präsident: Anton von Däniken, von Obererlinsbach, in Burgdorf; als Vizepräsident und Sekretär: Max If, von Auswil, in Langenthal, und als technischer Leiter: Karl Basaglia, von Somvix, nun in Disentis. Sie führen Einzelunterschrift. Domizil: bei Dr. jur. Erwin Durgial, Masanserstrasse 31.

2. Juni 1948.

Darlehenskasse Somvix (Cassa d'imprest Somvix), in Somvix, Genossenschaft (SHAB. Nr. 104 vom 5. Mai 1945, Seite 1032). Diese Genossenschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 14. März 1948 die Statuten revidiert. Die Firma in romanischer Sprache lautet richtig (**Cassa d'imprest Sumvix**). Die Genossenschaft hat den Zweck, das Spar- und Kreditwesen nach christlichen Grundsätzen zu pflegen, um das materielle Wohl der Mitglieder und ihrer Familien zu fördern und der Dorfgemeinschaft zu dienen. Neben der persönlichen und solidarischen Haftpflicht besteht nunmehr auch eine unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

2. Juni 1948.

Darlehenskasse Ponte-Campovasto-Madulein, in La Punt-Chamues-ch (SHAB. Nr. 291 vom 12. Dezember 1947, Seite 3676). Diese Genossenschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 3. April 1948 die Statuten revidiert. Die Firma lautet nun: **Darlehenskasse La Punt-Chamues-ch-Madulein**. Die Genossenschaft hat den Zweck, das Spar- und Kreditwesen nach christlichen Grundsätzen zu pflegen, um das materielle Wohl der Mitglieder und ihrer Familien zu fördern und der Dorfgemeinschaft zu dienen. Neben der persönlichen und solidarischen Haftpflicht besteht nunmehr auch eine unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Zahl der Vorstandsmitglieder wurde von drei auf fünf erhöht. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

3. Juni 1948.

Viehuchtgenossenschaft Stürvis, in Stierva (SHAB. Nr. 30 vom 5. Februar 1941, Seite 244). Die Genossenschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 14. April 1944 neue Statuten genehmigt. Die Firma lautet nun **Viehuchtgenossenschaft Stürvis-Mon**. Zweck der Genossenschaft ist die Förderung der Zucht von rassenreinem Braunvieh, sowie der Viehzucht im allgemeinen. Ergibt die Betriebsrechnung ein Defizit, so ist es auf die Genossenschafter nach Anzahl der eingeschriebenen Tiere gleichmässig zu verschütten. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet deren Vermögen, sowie alle Mitglieder solidarisch. Die Unterschrift führen der Präsident und der Kassier kollektiv. Aus dem Vorstand ist Franz Obst, Präsident, ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Als Präsident wurde neu gewählt: Anton Candrea-Brenn, von und in Stierva, und als Kassier-Aktuar: Alfons Albertin, von und in Mon. Die Unterschrift von Josef Farrer, bisher Aktuar, ist erloschen.

3. Juni 1948. Hotels.

Erben Claudio Saratz, in Pontresina, Hotel Steinbock-Giarsun und Palace Hotel (SHAB. Nr. 131 vom 9. Juni 1937, Seite 1334). Diese Firma ist infolge Aufgabe des Hotelbetriebes und -Auflösung der Kollektivgesellschaft nach beendeter Liquidation erloschen.

3. Juni 1948. Elektrotechnische Instrumente usw.

Elmat A.G., bisher in Zürich (SHAB. Nr. 91 vom 20. April 1948, Seite 1110). Diese Gesellschaft hat durch Beschluss der ausserordentlichen Generalversammlung vom 13. Mai 1948 ihren Sitz nach Chur verlegt und die Statuten entsprechend revidiert. Die ursprünglichen Statuten datieren vom 24. April 1944 und wurden am 7. April und 13. Mai 1948 revidiert. Zweck der Gesellschaft ist Herstellung und Vertrieb von elektrotechnischen Instrumenten, Apparaten und Anlagen aller Art. Die Gesellschaft ist befugt, sich an ähnlichen Unternehmungen zu beteiligen. Das Grundkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 100 Inhaberaktien zu Fr. 1000, welche voll einbezahlt sind. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis sieben Mitgliedern. Einziges Verwaltungsratsmitglied ist Josef Blättler, von Hergiswil (Nidwalden), in Zürich. Er führt Einzelunterschrift. Domizil: Oberalpstrasse 4 (in eigenen Lokalitäten).

3. Juni 1948.

Brückenwage-Genossenschaft Maienfeld, in Maienfeld. Unter dieser Firma hat sich auf Grund der Statuten vom 27. Dezember 1947 eine Genossenschaft gebildet. Diese bezweckt den Betrieb einer Brückenwage in Maienfeld für die Bedürfnisse ihrer Mitglieder sowie weiterer Benützer. Das Genossenschaftskapital zerfällt in Anteilscheine zu Fr. 100. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet deren Vermögen. Publikationsorgan ist das Bezirksamtsblatt Ober- und Unterlandquart, für die gesetzlich vorgeschriebenen Bekanntmachungen ausserdem das Amtsblatt des Kantons Graubünden und das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht aus drei Mitgliedern. Hans Niederer, von Wolfhalden, ist Präsident; Andrea von Gugelberg, von Maienfeld, Kassier-Aktuar, und Hans Zindel, von Maienfeld, Beisitzer, alle in Maienfeld. Die Unterschrift führt der Präsident kollektiv mit einem weiteren Mitglied des Vorstandes.

3. Juni 1948.

Brückenwage A.-G. in Maienfeld, in Maienfeld (SHAB. Nr. 91 vom 19. April 1940, Seite 727). Diese Gesellschaft hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 27. Dezember 1947 aufgelöst und ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

3. Juni 1948.

Darlehenskasse Alvaneu, in Alvaneu (SHAB. Nr. 109 vom 10. Mai 1944, Seite 1067). Diese Genossenschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 25. April 1948 die Statuten revidiert. Die Genossenschaft hat den Zweck, das Spar- und Kreditwesen nach christlichen Grundsätzen zu pflegen, um das materielle Wohl der Mitglieder und ihrer Familien zu fördern und der Dorfgemeinschaft zu dienen. Neben der persönlichen und solidarischen Haftpflicht besteht nunmehr auch eine unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

3. Juni 1948.

Darlehenskasse Vals, in Vals (SHAB. Nr. 285 vom 4. Dezember 1944, Seite 2667). Diese Genossenschaft hat in ihrer Generalversammlung vom 31. März 1948 die Statuten revidiert. Die Genossenschaft hat den Zweck, das Spar- und Kreditwesen nach christlichen Grundsätzen zu pflegen, um das materielle Wohl

der Mitglieder und Ihrer Familien zu fördern und der Dorfgemeinschaft zu dienen. Neben der persönlichen und solidarischen Haftpflicht besteht nunmehr auch eine unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

1. Juni 1948.

Darlehenskasse Neukirch-Egnach, in Neukirch-Egnach, Genossenschaft (SHAB. Nr. 260 vom 6. November 1947, Seite 3289). In der Generalversammlung vom 14. März 1948 wurden die Statuten in Anpassung an das neue Recht revidiert. Die Genossenschaft bezweckt, das Spar- und Kreditwesen zu pflegen, um das materielle und soziale Wohl der Mitglieder und ihrer Familien zu fördern. Neben der unbeschränkten und solidarischen Haftung besteht nun auch die unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Zeichnungsberechtigt sind bisher der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit je einem weiteren Vorstandsmitglied. An Stelle von Fritz Wüthrich, dessen Unterschrift erloschen ist, wurde Paul Tanner, von Maiefeld, in Siebeneichen-Egnach, als Beisitzer in den Vorstand gewählt.

1. Juni 1948.

Darlehenskasse Fischingen-Au, in Fischingen, Genossenschaft (SHAB. Nr. 172 vom 27. Juli 1943, Seite 1719). In der Generalversammlung vom 29. März 1948 wurden die Statuten in Anpassung an das neue Recht revidiert. Die Genossenschaft bezweckt, das Spar- und Kreditwesen zu pflegen, um das materielle und soziale Wohl der Mitglieder und ihrer Familien zu fördern und der Gemeinde zu dienen. Neben der unbeschränkten und solidarischen Haftung besteht nun auch die unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

1. Juni 1948.

Darlehenskasse Tobel (Thg.), in Tobel, Genossenschaft (SHAB. Nr. 259 vom 4. November 1938, Seite 2538). In der Generalversammlung vom 7. März 1948 wurden die Statuten in Anpassung an das neue Recht revidiert. Die Genossenschaft bezweckt, das Spar- und Kreditwesen zu pflegen, um das materielle und soziale Wohl der Mitglieder und ihrer Familien zu fördern und der Gemeinde zu dienen. Neben der unbeschränkten und solidarischen Haftung besteht nun auch die unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

1. Juni 1948.

Darlehenskasse der Munizipalgemeinden Hüttlingen und Feiben, in Mettendorf, Genossenschaft (SHAB. Nr. 179 vom 4. August 1947, Seite 2229). In der Generalversammlung vom 22. Februar 1948 wurden die Statuten in Anpassung an das neue Recht revidiert. Die Firma lautet nun **Darlehenskasse Hüttlingen-Feiben**. Die Genossenschaft bezweckt, das Spar- und Kreditwesen zu pflegen, um das materielle und soziale Wohl der Mitglieder und ihrer Familien zu fördern und der Gemeinde zu dienen. Neben der unbeschränkten und solidarischen Haftung besteht nun auch die unbeschränkte Nachschusspflicht der Mitglieder. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt.

1. Juni 1948. Malerei, Spritzwerk.

E. Schmid, in Scherzingen. Inhaber der Firma ist Ernst Schmid, von Urnäsch, in Scherzingen. Flach- und Dekorationsmalerei, Autospritzwerkstätte, Tapezierarbeiten.

1. Juni 1948. Likör.

Richard Seifert, in Scherzingen. Inhaber der Firma ist Richard Seifert, von Dettighofen bei Pfyn, in Scherzingen. Likörfabrikation. Obere Seestrasse.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Cevio (distretto di Vallemaggia)

3 giugno 1948.

Cristallina A.G., Marmorbrüche, Peccia, in Peccia (FUSC. del 6 gennaio 1947, N° 3, pagina 25). Nelle assemblee generali degli azionisti del 24 aprile e dell'8 maggio 1948, processi verbali tradotti in atti pubblici, la società ha deciso: di trasformare le 30 azioni al portatore da 2000 fr. in 60 azioni nominative da 1000 fr.; di aumentare il capitale sociale di 60 000 fr. a 200 000 fr. mediante emissione di 70 azioni nominative da 2000 fr. Il capitale azioni è interamente liberato mediante versamenti in contanti di 110 000 fr. e per compenso di crediti verso la società per 90 000 fr. Gli statuti sono stati modificati di conseguenza. Andrea Hinnen ha dimissionato da amministratore delegato; la sua firma individuale è cancellata; egli permane tuttavia membro del consiglio d'amministrazione con diritto di firma collettiva. Dr. Willy Emmenegger, da e in Schöpfheim, è nominato membro del consiglio d'amministrazione e direttore della società; egli firma individualmente.

Ufficio di Faido

3 giugno 1948.

Gottardo & Emanuele Lombardi, Aibergo San Gottardo, in Airola (FUSC. del 31 gennaio 1935, N° 25, pagina 278). Tale società in nome collettivo viene radiata in seguito a cessione di attivo e passivo alla nuova ditta individuale « Emanuele Lombardi, Aibergo San Gottardo », in Airola.

3 giugno 1948.

Emanuele Lombardi, Aibergo San Gottardo, in Airola. Titolare di tale ditta individuale è Emanuele Lombardi, fu Gottardo, da ed in Airola, il quale ha assunto l'attivo ed il passivo della cessata società in nome collettivo « Gottardo & Emanuele Lombardi, Aibergo San Gottardo », già in Airola. Gestione di albergo e ristorante con autorimessa sul San Gottardo.

Ufficio di Locarno

28 maggio 1948. Ferri, ecc.

Lorenzo Cattori, in Locarno, ferri e metalli (FUSC. del 31 maggio 1938, N° 125, pagina 1217). La ditta viene cancellata su istanza del titolare per cessione del commercio, senza attivo né passivo, alla società in nome collettivo « Carlo Nessi & Ci. », in Locarno.

31 maggio 1948. Legname, ferri, metalli.

Carlo Nessi & Ci., in Locarno, commercio e lavorazione legname, ecc. (FUSC. del 28 dicembre 1944, N° 305, pagina 2877). La ditta ha rilevato il commercio, senza attivo né passivo, della cessata ditta individuale « Lorenzo Cattori », già in Locarno. Conseguentemente modifica in completazione la dicitura del genere di commercio con « ferri e metalli ».

2 giugno 1948. Legnami, ecc.

Carlo Nessi S.A. in liquidazione, in Locarno, lavorazione e commercio di legnami, materiali da costruzioni e commerci affini (FUSC. del 22 febbraio 1945, N° 44, pagina 439). La liquidazione essendo terminata, questa ragione sociale è radiata.

2 giugno 1948. Pittura, ecc.

Gallotti-Pozzorini-Engel in liquidazione, in Brissago, impresa di pittura, ecc. società in nome collettivo (FUSC. del 1° agosto 1944, N° 178, pagina 1754). La liquidazione essendo terminata, questa ragione sociale è radiata.

3 giugno 1948. Officina auto-elettricità.

Mario De-Carli, in Locarno. Titolare è Mario De-Carli, di Attilio, da Muralto, in Locarno-Monti. Officina auto-elettricità. Via della Pace.

Ufficio di Lugano

3 giugno 1948. Materiali stampati isolanti.

Elista S.A. (Elista A.G.) (Elista Ltd.), in Manno. Con atto pubblico e statuti in data 29 aprile 1948, è stata costituita, sotto questa ragione sociale, una società anonima avente per scopo la fabbricazione e la vendita di materiali stampati isolanti (bakelite ed affini). L'attività può essere estesa ad altri rami. La società potrà partecipare ad altre imprese. Il capitale sociale è di 600 000 fr. ed è costituito da 80 azioni al portatore, serie A, di 100 fr. cadauna, e da 592 azioni al portatore, serie B, di 1000 fr. cadauna. Il capitale sociale è stato interamente liberato mediante i seguenti apporti: la società in nome collettivo « Suhner e Co. », in Herisau, apporta all'« Elista S.A. » un fabbricato con terreno annesso in Manno (n. di mappa 196 p. di mq. 8318) come emerge dall'istrumento di compra-vendita in data 29 aprile 1948, per un prezzo di 261 099 fr. 60 nonché del macchinario ed altri oggetti meglio specificati nell'inventario in data 29 aprile 1948 annesso agli atti, per un prezzo di 38 900 fr. 40. Tale apporto vien accettato per la somma di 300 000 fr. ed alla ditta « Suhner e Co. » vengono attribuite 300 azioni da 1000 fr. cadauna, completamente liberate; l'ing. Paolo Peterlongo, in Manno, apporta altro macchinario meglio specificato nell'inventario in data 29 aprile 1948 annesso agli atti, per un prezzo di 201 300 fr.: tale apporto vien accettato per questa somma ed all'ing. Peterlongo vengono assegnate 196 azioni da 1000 fr. e 53 azioni da 100 fr. completamente liberate; l'ing. Giovanni Francioni, in Milano, apporta altro macchinario ed oggetti meglio specificati nell'inventario in data 29 aprile 1948 annesso agli atti per un prezzo di 98 700 fr.: l'apporto viene accettato per tale somma ed all'ing. Francioni vengono assegnate 96 azioni da 1000 fr. e 27 azioni da 100 fr., completamente liberate. Le pubblicazioni sociali avvengono sul Foglio ufficiale svizzero di commercio e le comunicazioni agli azionisti per raccomandata purché sia noti. La società è amministrata da un consiglio d'amministrazione di 3 membri che attualmente sono: ing. Gottlieb Suhner, di Bertoldo, da Urnäsch, in Herisau, presidente; ing. Paolo Peterlongo, fu Giovanni, di nazionalità italiana, in Manno, vicepresidente e amministratore delegato, e Robert Hohl, fu Giulio Roberto, da Wolfhalden, in Herisau, membro. La società è vincolata dalla firma collettiva degli amministratori ing. Gottlieb Suhner e ing. Paolo Peterlongo. Uffici in Manno.

3 giugno 1948.

« Helicon » Società anonima Imprese Editoriali, a Lugano (FUSC. del 24 novembre 1947, N° 275, pagina 3473). Pietro Rossi, fu Giovanni, di nazionalità italiana, in Milano (Italia), è nominato procuratore con diritto di firma individuale.

Distretto di Mendrisio

1° giugno 1948. Caffè, coloniali.

Iside Agostoni fu Carlo, in Chiasso, caffè e coloniali (FUSC. del 4 febbraio 1944, N° 29, pagina 296). La ditta è cancellata per cessione dell'azienda alla nuova società in nome collettivo « Coniugi Lavezzari-Agostoni, successori a Iside Agostoni », in Chiasso, la quale ne assume attivo e passivo.

1° giugno 1948. Caffè, coloniali.

Coniugi Lavezzari-Agostoni, successori a Iside Agostoni, in Chiasso. Cesare Lavezzari, di Eugenio, e Iside Lavezzari, moglie di Cesare, nata Agostoni, entrambi di nazionalità italiana, in Chiasso, hanno costituito, sotto tale denominazione, una società in nome collettivo con inizio a partire dalla sua iscrizione nel registro di commercio. La società ha ripreso, con assunzione di attivo e passivo, l'azienda sin qui gestita dalla ditta individuale « Iside Agostoni fu Carlo », in Chiasso, ora cancellata. Caffè e coloniali. Via Emilio Bossi.

2 giugno 1948. Impresa costruzioni, ecc.

Ferrario Giovanni, in Riva San Vitale, impresa costruzioni, lavori di sopra e sottostruttura (FUSC. del 3 marzo 1945, N° 52, pagina 520). La ditta è cancellata d'ufficio del registro di commercio di Mendrisio per trasferimento della sede a Carona (FUSC. del 31 maggio 1948, N° 124, pagina 1508).

2 giugno 1948. Commestibili.

Biffi Ferdinando, in Caneggio, commestibili e generi diversi (FUSC. del 31 ottobre 1924, N° 256, pagina 1794). La ditta è cancellata ad istanza degli eredi per decesso del titolare.

2 giugno 1948. Sigari, tabacchi.

Società Anonima Francesco Camponovo & C. La Nazionale, in Chiasso, fabbricazione e vendita di sigari e tabacchi (FUSC. del 14 giugno 1946, N° 136, pagina 1784). Achille Bernasconi, presidente, Giuseppe Chiesa e Pietro Canova, membri, non fanno più parte del consiglio d'amministrazione. La firma di Achille Bernasconi è estinta. Il consiglio d'amministrazione è ora così composto: Carlo Mauri, già vicepresidente, è nominato presidente; Lorenzo Gilardoni, da Chiasso, in Lugano, vicepresidente (nuovo); Francesco Camponovo consigliere delegato; Fernando Camponovo e Francesco Mauri membri. La società è vincolata di fronte ai terzi dalla firma individuale del presidente, del vicepresidente e del consigliere delegato, nonché per procura dagli altri due membri già iscritti come procuratori.

3 giugno 1948.

Cassa Rurale di Morbio Inferiore, in Morbio Inferiore, società cooperativa (FUSC. del 18 ottobre 1945, N° 244, pagina 2536). Con decisione assembleare del 21 marzo 1948, la società ha modificato i propri statuti. Scopo della società è di sviluppare il risparmio ed il credito popolare secondo i principi cristiani, di promuovere il benessere economico e sociale dei propri soci e delle loro famiglie, e di servire la comunità rurale. L'obbligo a versamenti suppletori è stato formulato in modo più aderente alle attuali disposizioni del C.O.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Echallens

2 juin 1948.

Syndicat d'alpage et d'élevage de Bottens et environs, à Bottens (FOSC. du 18 avril 1934, N° 89, page 1025). Cette société coopérative, dans son assemblée générale du 25 février 1948, adopte de nouveaux statuts. La raison sociale actuelle est **Syndicat d'alpage bovin de Bottens**. La société a pour but la location et l'exploitation en commun d'immeubles en nature de pâturages. Les sociétaires sont solidairement et personnellement responsables des engagements pris par la société. Les publications ont lieu dans la « Feuille des Avis officiels du canton de Vaud », celles exigées par la loi dans la Feuille officielle suisse

du commerce. L'administration se compose de 5 membres. La société sera dorénavant engagée par la signature collective du président ou du vice-président avec le secrétaire. Alfred Nicod, de Malapalud, est président; Alphonse Panchaud, de Bottens, vice-président, et Gustave Ecoffey, de Bottens, secrétaire, tous à Bottens. Les signatures d'Alphonse Panchaud (président) et de Placide Bavaud (secrétaire) sont éteintes.

2 juin 1948.

Bureau de Grandson

Caisse de Crédit Mutuel de Bonvillars, à Bonvillars. Sous cette raison sociale s'est constituée, conformément aux statuts du 2 mars 1948, une société coopérative. Elle a pour but d'accepter à intérêt des dépôts sur livrets d'épargne, contre obligations et en comptes courants, et d'accorder des prêts et crédits à ses sociétaires. Le capital social est divisé en parts sociales de 100 fr. chacune. Les membres répondent solidairement et de façon illimitée de tous les engagements de la société. En outre, ils sont tenus d'effectuer des versements supplémentaires s'il ressort du bilan annuel que le capital social n'a plus sa valeur intrinsèque. Les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le comité de direction se compose de 5 membres. La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire. Le président est: Robert Favre, de Bonvillars; le vice-président: Ali Steiner, de Saanen, et le secrétaire: Georges Duvoisin, de Fontanezier, tous trois à Bonvillars.

2 juin 1948.

Société de laiterie de Champagne, à Champagne, société coopérative (FOSC. du 8 avril 1935, N° 82, page 906). Dans son assemblée générale du 2 mars 1946, cette société a adopté de nouveaux statuts. La société a pour but de tirer le meilleur parti possible du lait des vaches de ses membres, de mettre en valeur la production animale et agricole et de favoriser le développement technique de l'industrie laitière. Les engagements de la société sont garantis uniquement par sa fortune. Les publications ont lieu dans le « Journal d'Yverdon », et pour autant que la loi l'exige, dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le comité se compose de trois à cinq membres.

Bureau de Lausanne

28 mai 1948. Laminage, etc.

« **Lamina** » S. à r. l., à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 25 mai 1948, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société à responsabilité limitée ayant pour but l'exploitation d'un atelier de laminage de tous métaux ferreux et non ferreux, la fabrication et la vente de plaques et feuilles métalliques pour l'horlogerie et la bijouterie. Le capital social est de 20 000 fr. Les associés sont: René Emery, d'Etagnières, à Vallorbe, pour une part de 18 000 fr., et Michel Affolter, de Lütcheron (Soleure), à La Tour-de-Peilz, pour une part de 2 000 fr. Michel Affolter a fait apport à la société d'un laminage évalué à la somme de 2 000 fr. Cet apport est accepté pour ce prix et payé par remise d'une part sociale de 2 000 fr., entièrement libérée. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. L'associé René Emery est désigné en qualité de gérant; il signe individuellement. Bureau: rue du Grand-Chêne 8 (chez Fiduciaire P. Stoudmann).

2 juin 1948.

« **INGES** » Compagnie financière de participation (« **INGES** » Gesellschaft für finanzielle Beteiligung) (« **INGES** » Compagnia Finanziaria di Partecipazione) (« **INGES** » Financial Corporation for Participation), à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 1^{er} juin 1948, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but la participation à toutes entreprises industrielles, commerciales et financières, des opérations de crédit, l'achat, la vente, la gestion de toutes valeurs, biens et droits de toutes espèces pour son propre compte et pour le compte de tiers. Elle peut faire toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus, à l'exclusion des opérations réservées aux personnes physiques et morales soumises à la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne. Le capital social est de 500 000 fr., divisé en 500 actions au porteur de 1 000 fr., libérées à concurrence de 300 000 fr. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. L'assemblée générale est convoquée par avis inséré dans l'organe de publications de la société ou par lettre recommandée aux actionnaires lorsque tous leurs noms et adresses sont connus de l'administration. Le conseil d'administration est composé d'un ou de plusieurs membres. Sont désignés comme administrateurs: Willy Dreyfus, de Bâle, à Montreux-Planches, président; Decio Ferriani, d'Italie, à Rome, administrateur délégué, et Max Adler, de et à Zurich. La société est engagée par la signature individuelle du président et de l'administrateur délégué. Bureau: rue du Lion-d'Or 3 (en l'étude des notaires Perrin & Borgeaud).

3 juin 1948. Café.

Clovis Domenjoz, à Lausanne. Le chef de la maison est Clovis Domenjoz, allié Voëlin, de Pully, à Lausanne. Café-brasserie, à l'enseigne « Café de Montétan ». Avenue d'Echallens 82.

3 juin 1948. Restaurant.

A. Perret-Jeanerret, à Lausanne. Le chef de la maison est André Perret-Jeanerret, allié Bucher, de Rolle et Le Locle, à Lausanne. Café-restaurant, à l'enseigne « Café des Sapeurs-Pompiers ». Rue Neuve 9.

3 juin 1948. Immeubles.

La Perdrix S.A., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC. du 9 janvier 1947, page 71). Les pouvoirs des administrateurs Marcel du Bois de Dunilac, décédé, Pierre de Rham et Godefroy de Charrière, démissionnaires, sont éteints. Jacqueline du Bois de Dunilac, de Neuchâtel et Môtiers, à Pully, est nommée seule administratrice avec signature individuelle. Bureaux transférés: Grand-Chêne 8 (chez le notaire F. Zumstein).

3 juin 1948. Immeubles.

Cérés S.A., à Lausanne, affaires immobilières (FOSC. du 9 janvier 1947, page 71). Les pouvoirs des administrateurs Marcel du Bois de Dunilac, décédé, Pierre de Rham et Godefroy de Charrière, démissionnaires, sont éteints. Jacqueline du Bois de Dunilac, de Neuchâtel et Môtiers, à Pully, est nommée seule administratrice avec signature individuelle. Bureaux transférés: Grand-Chêne 8 (chez le notaire F. Zumstein).

3 juin 1948.

Société Immobilière Grand Collonges C, à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 8 février 1943). Les pouvoirs de l'administrateur Marcel du Bois de Dunilac, décédé, sont éteints. Jacqueline du Bois de Dunilac, de Neuchâtel et Môtiers, à Pully, est nommée seule administratrice avec signature individuelle. Bureaux transférés: Grand-Chêne 8 (chez le notaire F. Zumstein).

3 juin 1948. Articles de quincaillerie.

S. Vallotton, à Lausanne, vente et représentation d'articles de quincaillerie (FOSC. du 21 novembre 1944, page 2567). La raison est radiée pour cause de cessation d'exploitation.

3 juin 1948. Restaurant.

Mlle R. Rosset, à Lausanne, exploitation d'un café-restaurant, à l'enseigne « Café des Lilas » (FOSC. du 18 avril 1945, page 885). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

3 juin 1948. Café.

E. Schweitzer-Chollet, à Lausanne. Le chef de la maison est Ernest Schweitzer, allié Chollet, de et à Lausanne. Exploitation d'un café, à l'enseigne « Café de l'Avenir ». Avenue de Chailly 29.

Bureau de Nyon

3 juin 1948. Restaurant.

Marcelle Max, à Gland. Le chef de la maison est Marcelle née Dommergue, épouse dûment autorisée de Ambroise Max, de Bourg-St-Pierre (Valais), à Gland. Exploitation du Buffet de la gare.

Bureau d'Yverdon

2 juin 1948.

Caisse de crédit mutuel de Donneloye, à Donneloye, société coopérative (FOSC. du 14 mars 1941, page 515). La société a adopté de nouveaux statuts conformes aux dispositions actuelles du C.O. Elle a pour but de développer l'épargne et le crédit populaire selon les principes chrétiens, de promouvoir le bien-être économique et social de ses sociétaires et de leurs familles et de servir la communauté villageoise. Les statuts portent la date du 19 mai 1948. Les sociétaires s'engagent à effectuer solidairement des versements supplémentaires jusqu'à concurrence du montant de la part sociale, subsidiairement de n'importe quel montant, s'il ressort du bilan annuel que le capital social n'a plus sa valeur intégrale. Ils continuent à répondre solidairement et de façon illimitée de tous les engagements de la société. Le montant de la part sociale est de 100 fr. Les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le nombre des membres du comité est porté de 3 à 5. La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire. Robert Vuagniaux, de Vucherens, à Mézery, a été nommé vice-président, en remplacement de Paul Gottraux, vice-président démissionnaire, dont la signature est radiée.

2 juin 1948.

Caisse de Crédit mutuel de Molondin, à Molondin, société coopérative (FOSC. du 1^{er} mai 1944, page 991). La société a adopté de nouveaux statuts conformes aux dispositions actuelles du C.O. La société a pour but de développer l'épargne et le crédit populaire selon les principes chrétiens, de promouvoir le bien-être économique et social de ses sociétaires et de leurs familles et de servir la communauté villageoise. Les statuts portent la date du 19 janvier 1948. Les sociétaires s'engagent à effectuer solidairement des versements supplémentaires jusqu'à concurrence du montant de la part sociale, subsidiairement de n'importe quel montant, s'il ressort du bilan annuel que le capital social n'a plus sa valeur intégrale. Ils continuent à répondre solidairement et de façon illimitée de tous les engagements de la société. Le montant de la part sociale est de 100 fr. Les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le nombre des membres du comité est porté de 3 à 5. La société est actuellement engagée par le président, le vice-président et le secrétaire signant collectivement à deux. Le vice-président est Herbert Gottraux, de et à Chavannes-le-Chêne.

3 juin 1948. Hôtel.

Louis Moullet, à Yverdon. Le chef de la maison est Louis Moullet, de Posat et Rossens (Fribourg), à Yverdon. Exploitation de l'Hôtel du Port. Rue de Neuchâtel 1.

Wallis — Valais — Valèze

Bureau Brig

29. Mai 1948.

Bauunternehmung Theler Julius, Maurermeister, in Raron. Inhaber dieser Einzelfirma ist Julius Theler, des Fridolin, von und in Raron. Bauunternehmung, Hoch- und Tiefbau.

29. Mai 1948.

Bäckereigenossenschaft Mund, in Mund. Unter dieser Firma besteht gemäss Beschluss der Gründungsversammlung und gestützt auf die Statuten vom 29. März 1948 eine Genossenschaft. Sie bezweckt eine rationelle, im Interesse der Konsumenten liegende Versorgung mit Brot und andern Bäckereiprodukten durch Errichtung und Betrieb einer Bäckerei. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet einzig das Genossenschaftsvermögen; jede persönliche Haftbarkeit der Mitglieder ist ausgeschlossen. Die Bekanntmachungen der Genossenschaft erfolgen im kantonalen Amtsblatt, die gesetzlich vorgeschriebenen Veröffentlichungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Ein Vorstand von 3 Mitgliedern bildet die Verwaltung. Der Präsident führt Einzelunterschrift. Kassier und Aktuar zeichnen kollektiv zu zweien. Der Vorstand besteht aus: Stephan Jeitziner, von und in Mund, Präsident; Alfred Jeitziner, von und in Mund, Kassier; Robert Jeitziner, von Mund, in Meiringen, Aktuar.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Boudry

1^{er} juin 1948. Montres, etc.

Butticaz et Cie, Société Mébar, à Corcelles, commune de Corcelles-Cormondrèche, commerce de montres, pendulettes et autres produits se rattachant au domaine de l'horlogerie, de petit et gros volume de la mécanique et de la bijouterie, société en nom collectif (FOSC. du 31 mai 1948, N° 124, page 1509). L'associée Ginette Butticaz s'est retirée de la société dès le 1^{er} janvier 1948. La société confère la procuration à Lydia-Léa-Elisa Butticaz, née Roulet, épouse de Eugène-Louis, de Genève, à Corcelles, commune de Corcelles-Cormondrèche. La société sera dorénavant engagée par la signature individuelle de Eugène Butticaz (déjà inscrit) et par la signature collective de Aline Butticaz (déjà inscrite) et de Lydia Butticaz.

1^{er} juin 1948. Installations électriques, etc.

A. Carcani et Fils, à Boudry. André Carcani et Hervé Carcani, tous deux de Stabio, à Boudry, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} juin 1948. Installations électriques, vente et réparations d'appareils électriques. Bureaux: rue Louis-Favre 5.

Bureau de La Chaux-de-Fonds

1^{er} juin 1948. Cadrans.

Soldanelle S.A., à La Chaux-de-Fonds, fabrication, achat et vente de cadrans (FOSC. du 8 juillet 1947, N° 156). Suivant procès-verbal authentique

de son assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 28 mai 1948, il a été constaté que le capital social de 50 000 fr. divisé en 50 actions nominatives de 1000 fr. chacune, est entièrement libéré. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Bureau du Locle

31 mai 1948. Café-restaurant.

Léon Bandi, aux Brenets. Le chef de la maison est Léon Bandi, de Oberwil près Büren (Berne), aux Brenets. Exploitation du café-restaurant de la Place Grand'Rue N° 75.

31 mai 1948. Pierres fines.

Robert & Cie, à La Brévine, pierres fines pour l'horlogerie, société en nom collectif (FOSC. du 17 juin 1941, N° 139, page 1172). Cette raison sociale est radiée d'office du Registre du commerce du Locle, par suite du transfert du siège de la société à Nyon (FOSC. du 25 mai 1948, N° 119, page 1449).

2 juin 1948.

Caisse de Crédit mutuel La Chaux-du-Milieu, à La Chaux-du-Milieu, société coopérative (FOSC. du 20 mars 1947, N° 66, page 781). Dans son assemblée générale du 23 mars 1948, la société a révisé ses statuts et les a adaptés aux dispositions actuelles du Code des obligations. La société a pour but de développer l'épargne et le crédit populaires selon les principes chrétiens, de promouvoir le bien-être économique et social de ses sociétaires et de leurs familles. La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire.

2 juin 1948.

Caisse de Crédit mutuel Cerneux-Péguignot, au Cerneux-Péguignot, société coopérative (FOSC. du 16 avril 1942, N° 86, page 869). Dans son assemblée générale du 18 mars 1948, la société a révisé ses statuts et les a adaptés aux dispositions actuelles du Code des obligations. La société a pour but de développer l'épargne et le crédit populaires selon les principes chrétiens, de promouvoir le bien-être économique et social de ses sociétaires et de leurs familles. La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire.

Bureau de Neuchâtel

1^{er} juin 1948. Produits industriels.

J. E. Gerber, précédemment à Bienne (FOSC. du 18 juillet 1947, N° 165, page 2022). La maison a transféré son siège à Neuchâtel. Le titulaire est Jakob-Emil Gerber, de Trub, domicilié actuellement à Neuchâtel, époux séparé de biens de Elsa-Luise, née Gnägi. Commissions, exportations et importation de produits industriels. Brévards N° 5.

1^{er} juin 1948.

Caisse de Crédit Mutuel de Lignières, à Lignières, société coopérative (FOSC. du 6 mai 1938, N° 105, page 1013). Dans son assemblée générale du 18 mars 1948, la société a adapté ses statuts aux dispositions actuelles du Code des obligations en adoptant les statuts normaux de l'Union suisse des Caisses de crédit mutuel. La révision a porté sur les points suivants: a) l'obligation d'effectuer des versements supplémentaires, mentionnée jusqu'ici à l'art. 34, dernier alinéa, est précisée et formulée conformément aux dispositions légales actuelles; b) le nombre des membres du comité de direction est porté de trois à cinq; c) la coopérative est engagée par la signature sociale à deux du président, du vice-président et du secrétaire du comité de direction; d) les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce.

2 juin 1948.

Société Immobilière du Conservatoire de Neuchâtel, à Neuchâtel. Suivant acte authentique et statuts du 27 mai 1948, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente, l'échange et la location d'immeubles. Elle acquiert, pour le prix de 97 000 fr., l'article 533 du cadastre de Neuchâtel, pour y loger le Conservatoire de musique de Neuchâtel. Le capital social est de 51 000 fr., divisé en 51 actions nominatives, entièrement libérées de 1000 fr. chacune. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications et convocations sont adressées aux actionnaires par lettre recommandée. Le conseil d'administration est composé d'un à trois membres, actuellement de 3 membres qui sont: Armand Bourquin, des Verrières et La Côte-aux-Fées, à Couvet, président; René Gerber, de Langnau (Berne) et Peseux, à Peseux, vice-président; René Goffin, de nationalité française, à Neuchâtel, secrétaire. La société est engagée par la signature collective de deux administrateurs. Bureaux: Faubourg de l'Hôpital 5 (étude Baillod et Berger).

Genève — Genève — Ginevra

1^{er} juin 1948. Maroquinerie, etc.

P. Zwysig, à Genève. Le chef de la maison est Paul-Augustin Zwysig, de Winterthur, à Genève. Importation de maroquinerie, tapis et tous produits manufacturés ou non, provenant de Tunisie; exportation de machines, produits chimiques et tous produits manufacturés. Rue Diserens 9.

1^{er} juin 1948. Produits pour décaper, etc.

R. Défago, à Genève. Le chef de la maison est Robert-Joseph Défago, de Val d'Ille, à Genève. Vente de produits pour décaper, dégraisser et tous produits industriels. Boulevard des Philosophes 4.

1^{er} juin 1948. Gypserie, etc.

Henri Schmidt, à Genève. Le chef de la maison est Henri-Jean Schmidt, de Gessenay, à Genève. Entreprise de gypserie et peinture. Rue de Montchoisy 4.

1^{er} juin 1948. Menuiserie, etc.

C. Ozzello & fils, à Genève. Sous cette raison sociale, Candido-Giovanni-Domenico Ozzello et son fils Aristide Ozzello, tous deux de nationalité italienne, à Genève, ont constitué une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} juillet 1947. Entreprise de menuiserie, charpente, parquets et agencements de magasins et bureaux. Rue des Vollandes 54.

1^{er} juin 1948.

TISA Transports Internationaux S.A., à Genève (FOSC. du 17 juillet 1947, page 2015). Procuration individuelle a été conférée à Hermann Schmidt, de et à Bâle.

1^{er} juin 1948. Hôtels, etc.

Rodica S.A., à Genève, exploitation et mise en valeur d'hôtels ou de restaurants, etc. (FOSC. du 25 avril 1947, page 1129). Le conseil d'administration est actuellement composé de: Louis Perrin, président (inscrit); Friedrich-Alexandre Indermühle, délégué, d'Amsoldingen, à Genève, et Willi Zwahlen, de et à Interlaken. La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur/délégué ou par la signature collective des deux autres membres du conseil d'administration. Les administrateurs Alois Badan, Frédéric Märki, Walter Meier et René Mamboury sont démissionnaires; leurs pouvoirs sont éteints.

1^{er} juin 1948.

Société Générale des Carburateurs Zénith, à Genève, société anonyme (FOSC. du 22 octobre 1945, page 2572). Félix Goudard, administrateur (inscrit) a été nommé président et administrateur/délégué avec signature individuelle, en remplacement de Maurice Goudard, décédé, dont les pouvoirs sont éteints. Les pouvoirs de Félix Goudard sont modifiés en conséquence.

1^{er} juin 1948.

Métaux Précieux S.A., succursale de Genève (FOSC. du 20 janvier 1948, page 190), avec siège principal à Neuchâtel. La procuration collective conférée à Karl-Oscar Kopp pour la succursale de Genève est éteinte.

1^{er} juin 1948.

Arbos Société anonyme pour le commerce et l'Importation du bois, à Genève (FOSC. du 5 décembre 1946, page 3550). Le capital social de 50 000 fr. est actuellement entièrement libéré. Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 21 mai 1948, la société a modifié ses statuts en conséquence.

1^{er} juin 1948.

Compagnie pour l'Industrie Radlo-Electrique, à Genève, société anonyme (FOSC. du 28 février 1947, page 578). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 24 mai 1948, ladite société a modifié ses statuts sur un point non soumis à publication.

1^{er} juin 1948. Pharmacie, parfumerie, etc.

Etablissements Henri Girod S.A., précédemment à Genève, articles de pharmacie et de parfumerie, etc. (FOSC. du 12 février 1947, page 424). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 5 mai 1948, la société a transféré son siège social à Carouge. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le conseil d'administration est composé de Henri Girod, président et administrateur/délégué (inscrit), Louis Vogt, secrétaire, et André Couturier, les deux de et à Genève. La société est engagée par la signature individuelle de Henri Girod, administrateur/délégué, ou par la signature collective des deux autres administrateurs. Les administrateurs André Pochon, secrétaire, et Edmond Ferloni ont démissionné; leurs pouvoirs sont éteints. Locaux actuels: Clos de la Fonderie 11.

1^{er} juin 1948.

Société Immobilière de la Foretaille, à La Foretaille, commune de Pregny, société anonyme (FOSC. du 10 octobre 1929, page 2037). La société dissoute de fait depuis avril 1947 est actuellement entièrement liquidée. Cette raison sociale est radiée (radiation approuvée par l'autorité de surveillance).

1^{er} juin 1948.

Société Immobilière Rue Faller 8, à Genève, société anonyme dissoute (FOSC. du 30 mars 1948, page 886). La raison sociale est radiée les administrations fiscales ayant retiré leur opposition.

1^{er} juin 1948.

Caisse de Crédit Mutuel de Vernier, à Vernier, société coopérative (FOSC. du 16 août 1946, page 2443). Dans son assemblée générale du 18 mars 1948, la société a adopté de nouveaux statuts adaptés aux dispositions actuelles du Code des obligations. La société a pour but de développer l'épargne et le crédit populaire selon les principes chrétiens, de promouvoir le bien-être économique et social de ses sociétaires et de leurs familles, et de servir la communauté villageoise. Les parts sociales ont une valeur nominale de 100 fr. chacune. Les sociétaires s'engagent à effectuer solidairement des versements supplémentaires jusqu'à concurrence du montant de la part sociale, subsidiairement de n'importe quel montant, s'il ressort du bilan annuel que le capital social n'a plus sa valeur intégrale, et à répondre solidairement mais subsidiairement et de façon illimitée de tous les engagements de la société. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un comité de direction de 5 membres. Elle est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président et du secrétaire. Adresse: Vernier (chez Albert Zeller, président).

1^{er} juin 1948.

Caisse de Crédit Mutuel de Laconnex, à Laconnex, société coopérative (FOSC. du 27 avril 1942, page 959). Dans son assemblée générale du 10 avril 1948, la société a adopté de nouveaux statuts. La société a pour but de développer l'épargne et le crédit populaire selon les principes chrétiens, de promouvoir le bien-être économique et social de ses sociétaires et de leurs familles, et de servir la communauté villageoise. Les sociétaires répondent solidairement mais subsidiairement et de façon illimitée de tous les engagements de la société. En outre, l'obligation pour les sociétaires d'effectuer solidairement des versements supplémentaires subsiste, toutefois ces versements supplémentaires sont limités au montant de la part sociale; ils sont subsidiairement illimités s'il ressort du bilan annuel que le capital social n'a plus sa valeur intégrale.

1^{er} juin 1948.

Société Immobilière de la Rue de Montchoisy en Illo, à Genève, société anonyme (FOSC. du 30 avril 1948, page 1225). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 29 avril 1948, la société a adapté ses statuts aux dispositions actuelles du Code des obligations. La dissolution est révoquée. La raison sociale est de nouveau **Société Immobilière de la Rue de Montchoisy**. La société a porté son capital social de 45 000 fr. à 50 000 fr. par l'émission de 20 actions de 250 fr., au porteur. La société a pour objet l'acquisition d'un terrain sis à la rue de Montchoisy, commune de Genève, section Eaux-Vives, la construction de maisons locatives sur ce terrain, la location et la vente des immeubles. Elle exploite actuellement l'immeuble suivant en la dite commune: parcelle 322, feuille 10, portant lieu dit «Rue de Montchoisy 9 et Chemin Neuf», le bâtiment B 444, logement en maçonnerie. Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 200 actions au porteur de 250 fr. chacune; il est entièrement libéré. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres. Le conseil d'administration reste composé de: Henri Lacroix-Bastard, président; Albert Chapuis, secrétaire, et Albert Dumont (inscrits); ils continuent à signer collectivement à deux.

2 juin 1948. Mercerie.

I. Bongard, à Genève. Le chef de la maison est Ida Bongard, d'Epends (Fribourg), à Genève. Commerce de mercerie. Rue de Lausanne 28.

2 juin 1948. Impressions par procédé offset.

Multi-Offset, G. Hourlet et A. Tosoni, à Genève. Sous cette raison sociale, Eugénie dite Génia Hourlet, de Mont-Tramelan, à Genève, et Adelio Tosoni, de Casenzano, à Genève, ont constitué une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} novembre 1945. Atelier d'impressions par procédé offset. Bureau: rue Bonivard 4. Atelier: rue de la Faucille 5.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

N° 124877. Date de dépôt: 26 avril 1948, 14 h.
Jean Neuenschwander, Droguerie à l'Algie, rue de la Banque 2, Le Locle
 (Neuchâtel, Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Produits chimiques industriels fluides, particulièrement: produits pour dé-
 rouiller, huiles de coupe, huiles solubles, huiles de trempe, huiles antirouille,
 produits fluides de traitement de surface, et articles de réclame y relatifs.

PROTECNIC

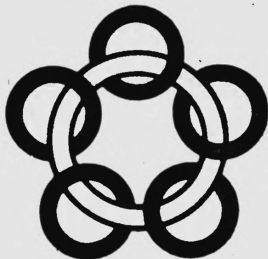
N° 124878. Date de dépôt: 26 avril 1948, 14 h.
Jean Neuenschwander, Droguerie à l'Algie, rue de la Banque 2, Le Locle
 (Neuchâtel, Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Produits chimiques industriels non fluides, particulièrement sels de traitement
 thermiques, sels de nettoyage, limiteur de décapage, sels de traitement de
 surface, graisses industrielles et articles de réclame y relatifs.



N° 124879. Hinterlegungsdatum: 11. Februar 1948, 8 Uhr.
J. Disch Söhne, Othmarsingen (Schweiz), **Klameth & Co. Aktiengesellschaft**,
 Bern (Schweiz), **André Klein Aktiengesellschaft**, **Neuwelt** (Schweiz), **Pro-**
duits Renaud S.A., **Cormondrèche** (Schweiz), **Hermann Schättli**, **Hinwil**
 (Schweiz). Korrespondenzadresse: **Klameth & Co. Aktiengesellschaft**,
 Weissensteinstrasse 2, Bern. — Fabrik- und Handelsmarke.

Konfiseriewaren.



Nr. 124880. Hinterlegungsdatum: 6. März 1948, 14 Uhr.
Feuerungsbau AG., Hohlstrasse 35, Zürich 4 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Oelfeuerungsanlagen, Industrieöfen, Trocknungsanlagen aller Art, Maschinen
 für chemische Industrie, Textilindustrie und für Buchdruckereien, Herde.

F • A • G

Nr. 124881. Hinterlegungsdatum: 6. März 1948, 14 Uhr.
Feuerungsbau AG., Hohlstrasse 35, Zürich 4 (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Oelfeuerungsanlagen, Industrieöfen, Trocknungsanlagen aller Art, Maschinen
 für chemische Industrie, Textilindustrie und für Buchdruckereien, Herde.



N° 124882. Date de dépôt: 27 février 1948, 18 h.
Fabrique d'Horlogerie SOLO S. à r.l., avenue Franklin-Delano-Roosevelt 18,
 Paris (France). — Marque de fabrique.

Pendules, horloges, montres, chronomètres et d'une manière générale, tous
 articles d'horlogerie et de chronométrie.

PENDULETTE VIVANTE

Priorité: France, 2 janvier 1948.

Nr. 124883. Hinterlegungsdatum: 3. April 1948, 19 Uhr.
Argentor Werke Rust & Hetzel Gesellschaft mbH., Kaiserstrasse 83, Wien 7
 (Oesterreich). — Fabrik- und Handelsmarke.

Tafelgeräte aus Echtsilber; Tafelgeräte aus Messing oder Alpakka, versilbert,
 vergoldet oder verchromt; Kirchengesetze aus Messing, versilbert oder vergoldet;
 Waren aus Messing, versilbert, vergoldet, verchromt oder lackiert und aus
 Eisen, nämlich Griffe, Knöpfe, Sockeln, Aschenschalen, Wärmeisolierrmittel,
 Unterteller, Federhalter, Ergänzungsstücke für Bronzen, Schnallen, Beschläge,
 Rahmen, elektrische Fassungen, Drucker, Stecker, Tassen, Tische; Schmuck
 aus Echtsilber; Schmuck aus unedlem Metall, versilbert oder vergoldet; Be-
 stecke aus Alpakka oder Alpakka versilbert; echte Bronzen.



Nr. 124884. Hinterlegungsdatum: 13. Mai 1948, 5 Uhr.
H. Döbell AG., Fahrwegen (Aargau, Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Spirituosen, Liköre, Obstsaft, alkoholfreie Getränke, Dessertweine und Weine
 für welche eine Ursprungsbezeichnung gemäss Art. 336 der Lebensmittel-
 verordnung von 1936/1946 zulässig ist.

Barbarossa

Nr. 124885. Hinterlegungsdatum: 19. Mai 1948, 5 Uhr.
M. Herzog, Sursee (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. — Erneuerung
 der Marke Nr. 66955. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom
 23. April 1948 an.

Bienenwachs-Balsam.



Nr. 124886. Date de dépôt: 19 mai 1948, 10 h.
Fabrique Solvll des Montres Paul Dittshelm Société Anonyme, rue du
 Rhône 27, Genève (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Montres.

SOLVEL

N° 124887. Date de dépôt: 19 mai 1948, 10 h.
Fabrique Solvll des Montres Paul Dittshelm Société Anonyme, rue du
 Rhône 27, Genève (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Montres.

ZORA

N° 124888. Date de dépôt: 18 mai 1948, 16 h.
Outillage Eskenazi S.A. (Eskenazi Werkzeuge AG.), rue Joseph-Girard 17,
 Carouge (Genève, Suisse). — Marque de commerce. — Transmission et
 renouvellement de la marque N° 66906, de Marcel Eskenazi, Genève. Le
 délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 12 avril 1948.

Machines-outils et petit outillage.



Nr. 124889. Hinterlegungsdatum: 20. Mai 1948, 18 Uhr.
Karl Günthner, Sihlfeldstrasse 125, Zürich (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.
 Kinder-Schaukeln.

Günthner-Schaukel

Nr. 124890. Hinterlegungsdatum: 21. Mai 1948, 5 Uhr.
Schachtelkäse Fabrik AG., Schwarzenburgstrasse 200, Liebfeld-Köniz
 (Bern, Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.

Schachtelkäse und andere Milchprodukte.



Nr. 124891. Hinterlegungsdatum: 24. Mai 1948, 8 Uhr.
Bonbonsfabrik JOGA, A. Arbenz-Gärtner, Schützenstrasse 10, Kreuzlingen
 (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke.
 Hart- und Weich-Bonbons.



Nr. 124892. Date de dépôt: 25 mai 1948, 20 h.
William Bangert « Montres Jolus », avenue de la Gare 39, Lausanne
 (Suisse). — Marque de fabrique.
 Montres.

PETRUX

Nr. 124893. Hinterlegungsdatum: 25. Mai 1948, 18 Uhr.
Parke, Davis & Company, Beak Street 50—54, London W 1 (Grossbritannien).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Chlorhaltige pharmazeutische Präparate.

CHLOROMYCETIN

Nr. 124894. Date de dépôt: 25 mai 1948, 19 h.
Sodip S.A. société pour la distribution de produits chimiques, pharmaceutiques et de parfumerie, rue Chandieu 44, Genève (Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce.

Tous produits de parfumerie, produits de maquillage, rouge à lèvres, fards, cosmétiques pour les cils, crèmes pour les soins de la peau, savons, tous produits de beauté en général.

NÈWLOOK

Nr. 124895. Hinterlegungsdatum: 26. Mai 1948, 5 Uhr.
Stoffel & Co., Rosenbergstrasse 20/22, St. Gallen (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Textilien im Stück und verarbeitet.

SUNDREAM

Nr. 124896. Hinterlegungsdatum: 26. Mai 1948, 14 Uhr.
H. Gribi & Sohn, Sperina Watch, Lengnau (Bern, Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Roskopfuhren aller Art.

Sperina

Nr. 124897. Hinterlegungsdatum: 27. Mai 1948, 10 Uhr.
Richard Föhr, Wabernstrasse 63, Bern (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Textilwaren, insbesondere Taschentüchli mit handgestickter Unterschrift.

Signata

Nr. 124898. Hinterlegungsdatum: 26. Mai 1948, 20 Uhr.
A. Schaltenbrand, Hauptstrasse, Wangen bei Olten (Schweiz).
 Handelsmarke.

Reinigungsprodukte für Industrie, Gewerbe und Haushalt, Dispersions- und Netzmittel.

Sweryla

Transfert de siège — Sitzverlegung

Nr. 108501. — Fabrique d'horlogerie S.A. Buttes, Travers (Suisse). — Siège transféré à Buttes (Suisse). — Enregistré le 3 juin 1948.

Uebertragung — Transmission

Nr. 109487. — Gottl. Hauser, Bern (Schweiz). — Uebertragung an Arthur Schwar, rue du Stand 78, Biel (Schweiz). — Eingetragen am 2. Juni 1948.

Kraftwerk Laufenburg

Jahresschluss-Bilanz per 31. Dezember 1947

Aktiven			Passiven		
	Fr.	Rp.		Fr.	Rp.
Konzession	2 000 000	—	Aktienkapital	21 000 000	—
Elektrizitätswerk	35 973 976	95	Allgemeiner Reservefonds	4 507 051	78
Bahnanschluss und Strassen	322 305	90	Heimfallfonds	12 640 000	—
Industrie- und Bauland	411 969	12	Erneuerungsfonds	30 258 588	10
Wohnhäuser	680 464	28	Kreditoren	8 858 540	05
Stromverteilungsanlagen	15 017 697	—	Unerhobene Dividenden	179 071	70
Werkzeuge und Geschäftsausstattung	1	—	Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung	2 077 036	06
Materialien	67 874	58	Kautionsverpflichtungen	Fr. 24 000.—	—
Beteiligungen	3 775 665	—			
Effekten	9 054 275	—			
Guthaben bei Banken, bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle und im Postscheckverkehr	6 749 398	39			
Debitoren	5 458 360	76			
Kasse	8 299	71			
Debitoren aus Kautionen	Fr. 24 000.—	—			
	79 520 287	69		79 520 287	69
Soll			Haben		
	Fr.	Rp.		Fr.	Rp.
Allgemeine Unkosten	4 832 433	48	Saldo vortrag von 1946	157 364	65
Einlage in den Heimfallfonds	250 000	—	Betriebsüberschuss	7 643 510	52
Einlage in den Erneuerungsfonds	1 140 000	—	Ertrag aus Beteiligungen und Zinsen	498 594	37
Aktivsaldo	2 077 036	06			
	8 299 469	54		8 299 469	54

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Antrag

auf Verlängerung der Geltungsdauer und Abänderung allgemeinverbindlich erklärter Bestimmungen des Gesamtarbeitsvertrages für die schweizerische Herren- und Knabenkonfektions-Industrie

(Bundesbeschluss vom 23. Juni 1943/30. August 1946 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen, Artikel 6, 7 und 21; Vollzugsverordnung vom 10. Dezember 1943/28. Dezember 1946, Artikel 7)

Der Verband schweizerischer Herren- und Knabenkonfektions-Industrieller, der Verband der Bekleidungs-, Leder- und Ausrüstungsarbeiter der Schweiz, der Schweizerische Verband christlicher Textil- und Bekleidungsarbeiter und der Schweizerische Verband evangelischer Arbeiter und Angestellter

sind mit dem Gesuch an die Bundesbehörde gelangt:

I.

Den Bundesratsbeschluss vom 27. Dezember 1946 betreffend die Allgemeinverbindlicherklärung eines Gesamtarbeitsvertrages für die schweizerische Herren- und Knabenkonfektions-Industrie (veröffentlicht im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 10. Januar 1947), dessen Geltungsdauer am 30. Juni 1948 abläuft, nochmals zu verlängern, und zwar bis zur Allgemeinverbindlicherklärung der unter Ziff. II angeführten Vertragsänderungen, längstens aber bis zum 30. September 1948.

II.

Den am 27. Dezember 1946 allgemeinverbindlich erklärten Gesamtarbeitsvertrag gemäss der am 12. Februar 1948 getroffenen Vereinbarung wie folgt abzuändern, bzw. zu ergänzen:

1. § 2 wird ergänzt durch folgenden Absatz 4:

«Für Schichtarbeit (von 05 00 bis 22 00 Uhr) wird ein Zuschlag von 10 Rappen pro Stunde entrichtet.»

2. § 3, Abs. 1, Lit. a—c, erhalten folgende neue Fassung:

«Es werden folgende 4 Kategorien geschaffen:

Kat. I: Unter diese Kategorie fallen alle Betriebe, die nicht nach den folgenden Bestimmungen in eine höhere Kategorie kommen.

Kat. II: Darunter fallen alle Betriebe mit mehr als 50 Arbeitskräften, die nicht in eine höhere Kategorie kommen. Diese Bestimmung findet im Tessin nur Anwendung auf Gross-Lugano.

Kat. III: Unter diese Kategorie fallen Betriebe in den Städten St. Gallen, Winterthur, Luzern, Biel, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Schaffhausen.

Kat. IV: umfasst Betriebe in den Städten mit über 100 000 Einwohnern: Genf, Lausanne, Bern, Basel, Zürich.

Mindestlöhne:	Kat. I	Kat. II	Kat. III	Kat. IV
männlich:				
Zuschneider im Stundenlohn (Schablonenzuschneider)	2.10	2.20	2.30	2.40
Ausschneider, Einrichter	1.80	1.90	2.—	2.10
Schneider	1.90	2.—	2.10	2.20
Abbügler:				
a) Großstücke	2.10	2.20	2.30	2.40
b) Kleinstücke	1.80	1.90	2.—	2.10
Zwischenbügler	1.70	1.80	1.90	2.—
Hilfsarbeiter	1.70	1.80	1.90	2.—
weiblich:				
Zuschneiderin im Stundenlohn	1.55	1.60	1.65	1.70
Ausschneiderin, Einrichterin	1.35	1.40	1.45	1.50
Maschinennäherin I (Großstücke: Taschen-, Patten-, Vornäherin; Kleinstücke: Hosentaschnäherin; Maschinennäherin II (alle übrigen Arbeiten)	1.45	1.50	1.55	1.60
Abbüglerin	1.30	1.35	1.40	1.45
Zwischenbüglerin	1.55	1.60	1.65	1.70
Handnäherin I	1.35	1.40	1.45	1.50
Handnäherin II	1.20	1.25	1.30	1.35
Hilfsarbeiterin	1.20	1.25	1.30	1.35

3. § 3, Abs. 1, Lit. f, erhält folgenden Zusatz:

«Es ist dies dem betreffenden Arbeitnehmer schriftlich mitzuteilen.»

4. § 6, Abs. 1, wird ersetzt durch folgende neue Bestimmung:

«Jeder Arbeitnehmer hat Anspruch auf bezahlte Ferientage. Es werden pro Kalenderjahr gewährt:

im 1. bis 6. Dienstjahr im gleichen Betriebe	6 Werktage
im 7. bis 9. Dienstjahr im gleichen Betriebe	9 Werktage
im 10. bis 19. Dienstjahr im gleichen Betriebe	12 Werktage
im 20. und den folgenden Dienstjahren im gleichen Betriebe	18 Werktage

und § 6, Abs. 5, wird wie folgt ergänzt:

«Immerhin bleibt der in diesem Verträge zugesicherte Anspruch auf Entschädigung für 6 bezahlte Ferientage gewahrt.»

5. § 7, Abs. 1, erhält folgende neue Fassung:

«Pro Jahr werden der Arbeiterschaft 6 auf einen Arbeitstag fallende Ferientage auf der Basis des Minimalstundenlohnes und des 8-Stunden-Tages bezahlt.»

6. § 7, Abs. 3, fällt weg.

7. Dem § 8 wird folgender neuer Abs. 3 beigefügt:

«Jeder versicherungsfähige Arbeitnehmer ist verpflichtet, einer Krankentaggeldversicherung anzugehören, die mindestens folgende Leistungen garantiert:

Jugendliche	Fr. 4.— Taggeld
Frauen	Fr. 4.— Taggeld
Ledige Männer	Fr. 4.— Taggeld
Verheiratete Männer	Fr. 8.— Taggeld

An die Prämien für diese Mindestleistungen bezahlt die Firma den definitiv angestellten Arbeitnehmern 50 %. Die Auszahlung kann entweder in der Weise geschehen, dass der Arbeitgeber seinen Beitrag mit demjenigen des Arbeitnehmers direkt der Krankenkasse überweist, indem er dem letzteren seinen Anteil vom Lohn abzieht, oder in der Weise, dass der Prämienbetrag jeweils mit dem Zahltag dem Arbeitnehmer ausgerichtet wird, sofern von diesem eine entsprechende Quittung der Krankenkasse vorgewiesen wird.

Durch diesen Beitrag des Arbeitgebers an die Krankentaggeldversicherung sind die Ansprüche des Arbeitnehmers aus Art. 335 OR., soweit ihm solche gemäss Gesetz und Gerichtspraxis zustehen, abgegolten.»

Allfällige Einsprachen gegen diese Allgemeinverbindlicherklärung sind beim Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit in schriftlicher Form und mit einer Begründung versehen innert 20 Tagen vom Datum dieser Veröffentlichung an einzureichen. (AA 157)

Bern, den 9. Juni 1948.

Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit.

Requête

concernant le renouvellement et la modification des clauses généralement obligatoires du contrat collectif de travail pour l'industrie du vêtement pour hommes et garçons

(Art. 6, 7 et 21 de l'arrêté fédéral du 23 juin 1943/30 août 1946 permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail; art. 7 de l'ordonnance d'exécution du 10 décembre 1943/28 décembre 1946)

L'Union des industriels suisses en vêtements pour hommes et garçons, La Fédération suisse des ouvriers du vêtement, du cuir et de l'équipement, La Fédération chrétienne suisse des travailleurs du textile et de l'équipement et L'Association suisse des ouvriers et employés protestants,

ont requis le Conseil fédéral:

I.

De proroger à nouveau son arrêté du 27 décembre 1946 donnant force obligatoire générale à un contrat collectif de travail pour l'industrie suisse du vêtement pour hommes et garçons, publié le 10 janvier 1947 dans la Feuille officielle suisse du commerce. Cet arrêté, valable jusqu'au 30 juin 1948, devrait être prorogé jusqu'à ce que force obligatoire générale soit donnée aux modifications de contrat mentionnées sous chiffre II, mais jusqu'au 30 septembre 1948 au plus tard.

II.

De modifier ou de compléter comme suit, d'après la convention du 12 février 1948, les clauses déclarées obligatoires le 27 décembre 1946:

1° Le chiffre 2 sera complété par l'alinéa 4 ainsi conçu:

«Le travail accompli entre 5 heures et 22 heures donnera droit à une augmentation de 10 centimes par heure.»

2° Le chiffre 3, 1^{re} alinéa, lettres a à e, aura la teneur suivante:

«Les quatre catégories suivantes sont créées:

Cat. I: cette catégorie comprend toutes les entreprises que les prescriptions suivantes ne placent pas dans une catégorie supérieure.

Cat. II: comprend les entreprises ayant plus de cinquante ouvriers et qui n'entrent pas dans une catégorie supérieure. Cette clause n'est valable au Tessin que pour la ville de Lugano.

Cat. III: cette catégorie englobe les entreprises des villes de St-Gall, Winterthur, Lucerne, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Schaffhouse.

Cat. IV: comprend les entreprises de villes avec plus de 100 000 habitants: Genève, Lausanne, Berne, Bâle, Zurich.

Salaires minima:	Cat. I	Cat. II	Cat. III	Cat. IV
hommes:	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
coupeurs payés à l'heure	2.10	2.20	2.30	2.40
découpeurs	1.80	1.90	2.—	2.10
tailleurs	1.90	2.—	2.10	2.20
repasseurs:				
a) de grandes pièces	2.10	2.20	2.30	2.40
b) de petites pièces	1.80	1.90	2.—	2.10
aides-repasseurs	1.70	1.80	1.90	2.—
ouvriers auxiliaires	1.70	1.80	1.90	2.—
femmes:				
coupeuses payées à l'heure	1.55	1.60	1.65	1.70
découpeuses et réglieuses	1.35	1.40	1.45	1.50
couseuses à la machine I (faisant les poches, les pattes, les profils, les poches de pantalons, les boutonnières)	1.45	1.50	1.55	1.60
les couseuses à la machine II (faisant tous les autres travaux)	1.30	1.35	1.40	1.45
les aides repasseuses	1.35	1.40	1.45	1.50
repasseuses	1.55	1.60	1.65	1.70
couseuses à la main I	1.35	1.40	1.45	1.50
couseuses à la main II	1.20	1.25	1.30	1.35
ouvrières auxiliaires	1.20	1.25	1.30	1.35

3° Le chiffre 3, 1^{re} alinéa, lettre f, sera complété ainsi:

«Cela doit être communiqué par écrit au travailleur intéressé.»

4° Le chiffre 6, 1^{re} alinéa, sera remplacé par le texte suivant:

«Tout travailleur a droit chaque année à des vacances payées, soit:

Pour 1 à 6 ans de service dans la même maison,	à 6 jours ouvrables
Pour 7 à 9 ans de service dans la même maison,	à 9 jours ouvrables
Pour 10 à 19 ans de service dans la même maison,	à 12 jours ouvrables
Pour 20 ans de service, ou plus, dans la même maison,	à 18 jours ouvrables

et le chiffre 6, 5^e alinéa, sera modifié comme suit:

«Toutefois le droit à six jours de vacances payées prévu dans ce contrat est sauvegardé.»

5° Le chiffre 7, 1^{re} alinéa, aura la teneur suivante:

«Chaque année seront payés aux ouvriers six jours fériés, coïncidant tous avec des jours ouvrables, sur la base du salaire horaire minimum, journée de huit heures.»

6. Le chiffre 7, 3^e alinéa, est supprimé.

7° Le chiffre 8, 3^e alinéa, aura la teneur suivante:

«Tout travailleur assurable est obligé d'appartenir à une caisse-maladie qui garantit au moins les prestations suivantes:

Aux jeunes ouvriers,	une indemnité journalière de 4 fr.
Aux femmes,	une indemnité journalière de 4 fr.
Aux hommes célibataires,	une indemnité journalière de 4 fr.
Aux hommes mariés,	une indemnité journalière de 8 fr.

La maison contribue à raison de 50 % au paiement des cotisations des ouvriers définitivement engagés. Le paiement peut être fait de façon que les deux moitiés de la prime soient payées ensemble à la caisse-maladie, directement, la moitié de l'ouvrier ayant été déduit du salaire, ou bien que la maison verse sa moitié à l'ouvrier le jour de paie, à condition que celui-ci exhibe la quittance relative de la caisse-maladie. Grâce à cette contribution de l'employeur à la caisse-maladie, les obligations prévues à l'art. 335 du Code des obligations en faveur du travailleur sont éteintes, autant qu'elles entrent en ligne de compte.»

Les oppositions aux déclarations requises devront être écrites, motivées et adressées, dans les vingt jours à dater de la présente publication, à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail.

Berne, le 9 juin 1948.

Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail.

Domanda

di prolungamento della durata in vigore del conferimento del carattere obbligatorio generale al contratto collettivo di lavoro nell'industria svizzera degli abiti da uomo e per ragazzi

(Decreto federale del 23 giugno 1943/30 agosto 1946 concernente il conferimento del carattere obbligatorio generale ai contratti collettivi di lavoro, articoli 6, 7 e 21; regolamento d'esecuzione del 10 dicembre 1943/28 dicembre 1946, articolo 7)

L'Unione degli industriali svizzeri in abiti da uomo e da ragazzi, la Federazione svizzera degli operai dell'abbigliamento, del cuoio e dell'arredamento, la Federazione svizzera degli operai cristiani del tessile e dell'abbigliamento e l'Associazione svizzera degli operai ed impiegati protestanti

hanno inoltrato la domanda al Consiglio federale:

I.

Di prorogare nuovamente il suo decreto del 27 dicembre 1946 concernente il conferimento del carattere obbligatorio generale a un contratto collettivo di lavoro per l'industria svizzera degli abiti da uomo e per ragazzi, pubblicato il 10 gennaio 1947 nel Foglio ufficiale svizzero di commercio. Questo decreto, valido fino al 30 giugno 1948, dovrebbe essere prorogato fino a che carattere obbligatorio generale sarà conferito alle modificazioni del contratto menzionate sotto cifra II, ma fino al 30 settembre 1948 al più tardi.

II.

Di modificare o di completare come segue, secondo la convenzione del 12 febbraio 1948, le clausole dichiarate di carattere obbligatorio generale il 27 dicembre 1946:

1° Il paragrafo 2 riceve in aggiunta la seguente cifra 4:

« Per il lavoro a scelte (dalle ore 05 00 alle ore 22 00) viene corrisposto un aumento di 10 centesimi l'ora. »

2° Il paragrafo 3, capoverso 1°, lettera a—c, è modificato come segue:

« Vengono create le seguenti 4 categorie:

Categoria I: sono comprese in questa categoria tutte le aziende che non vengono classificate in una categoria superiore in base alle seguenti prescrizioni.

Categoria II: comprende le aziende con più di 50 operai sempreché non cadano in una categoria superiore. Questa prescrizione vale nel cantone Ticino solo per la città di Lugano.

Categoria III: entrano in questa categoria le aziende delle città di San Gallo, Winterthur, Lucerna, Bienna, La Chaux-de-Fonds, Friburgo, Schaffusa.

Categoria IV: include le aziende nelle città con più di 100 000 abitanti: Ginevra, Losanna, Berna, Basilea, Zurigo.

Salari minimi:	Cat. I	Cat. II	Cat. III	Cat. IV
nomini:				
tagliatori pagati all'ora	2.10	2.20	2.30	2.40
ritagliatori	1.80	1.90	2.—	2.10
sarti	1.90	2.—	2.10	2.20
stiratori:				
a) di pezzi grandi	2.10	2.20	2.30	2.40
b) di pezzi piccoli	1.80	1.90	2.—	2.10
aiuti-stiratori	1.70	1.80	1.90	2.—
operai ausiliari	1.70	1.80	1.90	2.—
donne:				
tagliatrici pagate all'ora	1.55	1.60	1.65	1.70
ritagliatrici	1.35	1.40	1.45	1.50
cucitrici a macchina I (di tasche, patte, lavori preparatori, tasche di pantaloni, occhiali)	1.45	1.50	1.55	1.60
cucitrici a macchina II (per tutti gli altri lavori)	1.30	1.35	1.40	1.45
stiratrici	1.55	1.60	1.65	1.70
aiuti-stiratrici	1.35	1.40	1.45	1.50
cucitrici a mano I	1.35	1.40	1.45	1.50
cucitrici a mano II	1.20	1.25	1.30	1.35
operaie ausiliarie	1.20	1.25	1.30	1.35

3° Il paragrafo 3, capoverso 1°, lettera f, riceve questa aggiunta:

« Questo deve essere comunicato per iscritto al prestatore di lavoro cui riguarda. »

4° Il paragrafo 6, capoverso 1°, è sostituito dalla seguente nuova disposizione:

« Ogni prestatore di lavoro ha annualmente diritto a vacanze pagate:

- da 1 a 6 anni di servizio nella stessa azienda 6 giorni lavorativi
- da 7 a 9 anni di servizio nella stessa azienda 9 giorni lavorativi
- da 10 a 19 anni di servizio nella stessa azienda 12 giorni lavorativi
- da 20 anni di servizio nella stessa azienda in su 18 giorni lavorativi »

5° Il paragrafo 6, capoverso 5°, viene così completato:

« Tuttavia il diritto a 6 giorni di vacanze pagate previsto in questo contratto resta invariato. »

6° Il paragrafo 7, capoverso 1°, è del seguente tenore:

« Ogni anno vengono pagati alla maestranza 6 giorni lavorativi di vacanza sulla base della paga oraria minima e della giornata di 8 ore. »

7° Il paragrafo 7, capoverso 3°, è soppresso.

8° Il paragrafo 8, capoverso 3°, ha il seguente tenore:

« È fatto obbligo ad ogni prestatore di lavoro assicurabile di affidarsi ad una cassa-ammalati che garantisca le seguenti prestazioni minime:

al giovani	4 fr. d'indennità giornaliera
alle donne	4 fr. d'indennità giornaliera
agli uomini celibi	4 fr. d'indennità giornaliera
agli uomini ammogliati	8 fr. d'indennità giornaliera

Per i prestatori di lavoro assunti definitivamente in servizio la ditta assuntrice concorre in misura del 50 % al pagamento degli emolumenti per queste prestazioni minime. Il pagamento sarà fatto in modo che la quota del datore di lavoro venga trasmessa direttamente alla cassa-ammalati, insieme a quella dell'assicurato, deducendo la quota-parte di questi dalla paga, oppure che la quota del datore di lavoro sia versata all'assicurato stesso, insieme alla paga, ove questi esibisca una relativa quietanza della cassa-ammalati. Con questo contributo del datore di lavoro all'assicurazione malattie vengono ad essere tacitati i diritti del prestatore di lavoro a norma dell'art. 335 del Codice delle obbligazioni, nei limiti fissati dalla legge e dalla pratica giudiziaria. »

Le eventuali opposizioni alla presente domanda dovranno essere inoltrate, per iscritto e debitamente motivate, all'Ufficio federale dell'Industria, delle arti e mestieri e del lavoro entro 20 giorni dalla data della presente pubblicazione.

Berna, il 9 giugno 1948.

Ufficio federale dell'Industria, delle arti e mestieri e del lavoro.

Geschäftseröffnungsverbot — Sperrfrist

(Ausverkaufsordnung vom 16. April 1947)

Der Firma Lustenberger J., Gemischtwarenhandlung, in Oberbüren, wurde die Bewilligung zur Durchführung eines Totalausverkaufes erteilt. Das Geschäftseröffnungsverbot ist mit Gültigkeit für die ganze Schweiz auf fünf Jahre festgesetzt. (AA. 159)

5. Juni 1948.

Polizeidepartement des Kantons St. Gallen:

Kessler, Regierungsrat.

Der Firma Gorsatt Franz Erben, Möbelhandlung, in Wil (SG), wurde die Bewilligung zur Durchführung eines Totalausverkaufes erteilt. Das Geschäftseröffnungsverbot ist mit Gültigkeit für die ganze Schweiz auf fünf Jahre festgesetzt. (AA. 160)

5. Juni 1948.

Polizeidepartement des Kantons St. Gallen:

Kessler, Regierungsrat.

Der Firma Kaufhaus Wochner, Wallenstadt, wurde die Bewilligung zur Durchführung eines Teilausverkaufes (Liquidation der Schuhwaren-Abteilung) erteilt. Das Geschäftseröffnungsverbot ist mit Gültigkeit für die ganze Schweiz auf drei Jahre festgesetzt. (AA. 161)

5. Juni 1948.

Polizeidepartement des Kantons St. Gallen:

Kessler, Regierungsrat.

Der Firma Raschle Jakob, Coiffeur, St. Gallen, Poststrasse 18, wurde die Bewilligung zur Durchführung eines Totalausverkaufes von Toilette- und Parfümerieartikeln erteilt. Das Geschäftseröffnungsverbot wurde mit Gültigkeit für die ganze Schweiz auf ein Jahr festgesetzt. (AA. 162)

5. Juni 1948.

Polizeidepartement des Kantons St. Gallen:

Kessler, Regierungsrat.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Gesandtschaften und Konsulate

Légations et consuls — Legazioni e consoli

Am 25. Mai 1948 hat Herr Mihail Magheru dem Bundesrat sein Beglaubigungsschreiben als ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister von Rumänien bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft überreicht.

Laut einer Mitteilung der Gesandtschaft von Italien ist in Chiasso ein Vizekonsulat errichtet worden. Der zum Leiter dieses Vizekonsulats ernannte Herr Giovanni Stefano Rocchi, Berufskonsul, wird in dieser Eigenschaft anerkannt. 132. 9. 6. 48.

Le 25 mai 1948, M. Mihail Magheru a remis au Conseil fédéral les lettres d'accréditation en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Confédération suisse.

Suivant une communication de la légation d'Italie, un vice-consulat de ce pays a été créé à Chiasso. M. Giovanni Stefano Rocchi, consul de carrière, a été nommé gérant de ce vice-consulat et reconnu en cette qualité. 132. 9. 6. 48.

Schweizerische Nationalbank — Banque nationale suisse

Ausweis vom 7. Juni 1948 — Situation au 7 juin 1948

Aktiven — Actif	Fr.	Veränderungen seit dem letzten Ausweis Changements depuis la dernière situation	Fr.
Goldbestand — Encaisse or.....	5 673 992 696.80	+	1 562 715.55
Devisen — Disponibilités à l'étranger.....	108 281 548.66		4 831.91
deckungsfähige — pouvant servir de couverture andere — autres.....	173 472 496.55	+	1 614 587.18
Inlandportefeuille — Portefeuille effets sur la Suisse Wechsel — Billes de change.....	500 000.—	—	6 314 762.10
Schatzanweisungen — Rescriptions.....	4 700 000.—		—
Wechsel der Darlehenskasse der Eidgenossenschaft Billes de la Caisse de prêts de la Confédération Lombardvorschüsse mit 10tägiger Kündigungsfrist Avances sur nantissement dénonçables à 10 jours andere Lombardv. — autres avances sur nant. Wertschriften — Titres.....	62 928 288.11	+	873 289.83
Korresp. im Inland — Corresp. en Suisse.....	47 549 945.80	—	9 498 677.07
Sonstige Aktiven — Autres postes de l'actif.....	9 650 135.54	+	440 939.46
Zusammen — Total	26 116 967.76		6 107 146 911.18
Passiven — Passif	Fr.	Fr.	
Eigene Gelder — Fonds propres.....	43 500 000.—	—	67 803 815.—
Notenumlauf — Billes en circulation.....	4 090 381 405.—	+	56 072 644.91
Tägl. lall. Verbindlichkeiten — Engagements à vue Verbindlichkeiten auf Zeit — Engagements à terme.....	1 353 615 129.18		455 926 792.91
Sonstige Passiven — Autres postes du passif.....	163 723 584.04	+	408 762.94
Zusammen — Total	6 107 146 911.18		—

Diskontsatz 1 1/2% seit 26. Nov. 1936 · Lombardzinstuss 2 1/2% seit 26. Nov. 1936
Taux d'escompte 1 1/2% dep. le 26 nov. 1936 Taux pour avance. 2 1/2% dep. le 26 nov. 1936
182. 9. 6. 48;

Separatabzüge aus dem SHAB.

Alle nachverzeichneten Briebe sind seinerzeit im Schweizerischen Handelsamtsblatt veröffentlicht worden. Es sind noch folgende Separatabzüge im Format A 5 erhältlich:

	Preis inklusive Porto
Aegypten und englisch-ägyptischer Sudan, Zahlungsverkehr (8 S.)	30
Argentinien, Handelsabkommen und Zahlungsverkehr (8+4 S.)	50
Belgisch-luxemburgische Wirtschaftsunion, Zahlungsabkommen (16 S.)	45
Bulgarien, Waren- und Zahlungsverkehr (12 S.)	35
Finnland, Waren- und Zahlungsverkehr (2+2 S.)	25
Frankreich	z. Z. vergriffen
Griechenland, Waren- und Zahlungsverkehr (8 S.)	30
Grossbritannien, Zahlungsabkommen und Reiseverkehr (16 S.)	45
Italien, Handelsabkommen, Zahlungs- und Versicherungsverkehr (24 S.)	65
Jugoslawien, Waren- und Zahlungsverkehr, Liquidationsprotokoll (8+2 S.)	40
Niederlande	z. Z. vergriffen
Norwegen, Zahlungsabkommen (12 S.)	35
Polen, Waren- und Zahlungsverkehr (12 S.)	35
Rumänien, Warenaustausch- und Zahlungsverkehr (12 S.)	35
Schweden, Warenaustausch und Zahlungsverkehr (16 S.)	45
Sowjetunion, Handelsabkommen (8 S.)	30
Tschechoslowakei, Warenaustausch und Zahlungsverkehr (12 S.)	35
Ungarn, Waren- und Zahlungsverkehr (8+2 S.)	40
Washington, Abkommen vom 26. Mai 1946 (8 S.)	30

Der Einfachheit halber kann die Bestellung durch Einzahlung des Betrages auf Postcheckrechnung III 5000 Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern, erfolgen. Die gewünschten Drucksachen sind auf dem für uns bestimmten Abschnitt des Einzahlungsscheines aufzuführen. Um Missverständnisse zu vermeiden, sind schriftliche Bestätigungen dieser Einzahlungen nicht erwünscht.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern. Administration des Blattes: Effingerstr. 8, Bern — Druck: Fritz Pochon-Jent AG., Bern

3 gute «Jahn»-Hotels für Ruhe und Erholung!

Hotel Hertenstein

Das Parkparadies am Vierwaldstättersee. Essen am See. Bankett und Hochzeiten. Telefon 7 32 44.

Hotel de la Paix, Lugano

bei Schiffstation Paradies. In Park und Sonne. Telefon 2 36 01.

Kurb. Bad Walzenhausen

ob Bodensee. Ein schönes Ferienhotel u. Jungbrunnen Ihrer Gesundheit. Prächtig. Autoziel. Tel. (071) 4 47 01.



SCHREIBTISCHE

mit zweckmäßiger Einteilung
SCHREIBMASCHINENTISCHE
SCHRÄNKE

In guter Qualität ab Lager lieferbar

Rüegg-Naegeli & Cie. AG., Zürich

Bahnhofstrasse 22, beim Paradeplatz, Telefon 23 37 07

Färbereien und Druckereien Trust AG., Chur

Die Aktionäre werden auf Samstag, den 26. Juni 1948, 11 Uhr 45, zur

27. ordentlichen Generalversammlung

nach Chur, Graubündner Kantonalbank, Postplatz 2, einberufen zur Beschlussfassung über folgende

TRAKTANDEN:

1. Erstattung des Geschäftsberichtes und Vorlage der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung per 31. März 1948.
2. Bericht der Kontrollstelle.
3. Abnahme des Geschäftsberichtes, der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung per 31. März 1948.
4. Entlastung des Verwaltungsrates.
5. Beschlussfassung über das Jahresergebnis.
6. Zuwahl in den Verwaltungsrat.
7. Wahl der Kontrollstelle.

Die Aktionäre, die an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, werden hiermit eingeladen, ihre Aktien bis zum 21. Juni 1948 gegen Ausbändigung des Stimmausweises bei der Graubündner Kantonalbank, Chur, zu hinterlegen.

Die Hinterlegung kann zuhanden der Graubündner Kantonalbank auch stattfinden in der Schweiz beim Schweizerischen Bankverein oder bei der Schweizerischen Kreditanstalt und im Ausland bei einem öffentlichen Notar. Die Aushändigung des Stimmausweises erfolgt auch in diesen Fällen ausschliesslich durch die Graubündner Kantonalbank, Chur, gestützt auf eine ihr vom Schweizerischen Bankverein, von der Schweizerischen Kreditanstalt oder, bei Hinterlegung im Ausland, von einem öffentlichen Notar zu übermittelnde Anmeldung, die ein Verzeichnis der Nummern der von jedem Aktionär hinterlegten Aktien zu enthalten hat. Anmeldungen ohne Nummernverzeichnis werden nicht berücksichtigt.

Der Geschäftsbericht, die Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung per 31. März 1948, der Revisionsbericht und die Anträge des Verwaltungsrates über die Verwendung des Reingewinnes liegen ab 16. Juni 1948 bei der Revisions- u. Treuhand-AG. REVISA, Bahnhofstrasse 6, Chur, zur Einsicht der Aktionäre auf.

Ch 31

Chur, den 7. Juni 1948.

Der Verwaltungsrat.

AG. Draisseilbahn Schwyz-Stoos, Schwyz

Einladung zur 16. ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre auf Montag, den 21. Juni 1948, 14 Uhr 30, im Sporthotel auf Stoos

TRAKTANDEN: 1. Protokoll der letzten ausserordentlichen Generalversammlung vom 9. August 1947. 2. Abnahme des Geschäftsberichtes, der Jahres-Gewinn- und Verlustrechnung mit der Bilanz pro 1947. Bericht der Revisoren. Entlastung des Verwaltungsrates. 3. Beschlussfassung über die Verwendung des Aktivsaldo. 4. Wahl der Kontrollstelle. 5. Verschiedenes.

Lz 123

Schwyz, den 5. Juni 1948.

Namens des Verwaltungsrates,
der Präsident: Dr. Rud. Sider.

Der Geschäftsbericht mit den Rechnungen und der Bilanz pro 1947 wird den Aktionären zugestellt.

Die Abgabe der Stimmkarten erfolgt am Tage der Generalversammlung im Sporthotel Stoos.

Continental Linoleum-Union, Zürich

Dividendenzahlung und Aktienumtausch

Die Generalversammlung vom 8. Juni 1948 hat die Dividende für das Geschäftsjahr 1947 auf Fr. 10.— pro Aktie festgesetzt.

Die Auszahlung erfolgt vom 9. Juni 1948 an gegen Einreichung des Coupons Nr. 20 ab alten Aktien, unter Abzug der eidgehörigen Coupon- und Verrechnungssteuer von 30 %, mit

netto Fr. 7.—

bei der Schweizerischen Bankgesellschaft in Zürich und deren Niederlassungen.

Gleichzeitig werden die Aktionäre eingeladen, ihre Aktien mit Talons zum Umtausch gegen neue, mit Coupons-Nrn. 1-20 versehene Titel einzureichen.

Es ist vorgesehen, die Lieferbarkeit der gegenwärtig im Umlauf befindlichen Aktien an der Zürcher Effektenbörse noch bis 15. Juli 1948 aufrecht zu erhalten, so dass nach diesem Datum nur noch die neuen Aktien lieferbar sein würden.

Z 415

Zürich, den 8. Juni 1948.

Continental Linoleum-Union.

Linoleum Aktiengesellschaft Giubiasco (Schweiz)

DIVIDENDEN-ZAHUNG

Die Generalversammlung vom 8. Juni 1948 hat die Dividende für das Geschäftsjahr 1947 auf Fr. 4.— pro Aktie festgesetzt. Die Auszahlung erfolgt vom 9. Juni 1948 an gegen Ablieferung des Coupons Nr. 27, abzüglich 5 % eidgehöriger Couponsteuer und 25 % Verrechnungssteuer, mit

netto Fr. 2.90

bei nachstehenden Banken und deren Zweigniederlassungen:

Schweizerische Bankgesellschaft, Zürich
Schweizerischer Bankverein, Basel
Banca dello Stato del cantone Ticino, Bellinzona.

Z 414

Giubiasco, den 8. Juni 1948.

Der Verwaltungsrat.

Schweizerische Sodafabrik in Zurzach

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Samstag, den 3. Juli 1948, 11 Uhr, im Geschäftslokal der Gesellschaft, St.-Alban-Graben 8 in Basel

TRAKTANDEN:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes.
2. Entgegennahme des Berichts der Kontrollstelle.
3. Abnahme, bzw. Genehmigung der Gewinn- und Verlustrechnung und der Bilanz sowie die Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
4. Decharge-Erteilung an den Verwaltungsrat und die Direktion.
5. Wahl des Verwaltungsrates.
6. Wahl der Kontrollstelle.

Q 263

Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen vom 21. Juni 1948 an im Bureau der Gesellschaft in Basel zur Einsicht der Aktionäre auf.

Die Zutrittskarten zur Generalversammlung können gegen Hinterlegung der Aktien bei der Geschäftsleitung in Basel bis zum 2. Juli 1948, mittags 12 Uhr, bezogen werden.

Basel, den 8. Juni 1948.

Der Verwaltungsrat.

Schweizerische Speisewagen-Gesellschaft

In Bern

Die Aktionäre der Schweizerischen Speisewagen-Gesellschaft werden hiermit zur

44. ordentlichen Generalversammlung

welche Montag, den 28. Juni 1948, 11 Uhr 30, im Büro der Gesellschaft, Schwanengasse 9, Bern, stattfindet, eingeladen zur Behandlung folgender

TRAKTANDEN:

1. Entgegennahme der Jahresrechnung pro 1947 und des Berichtes der Kontrollstelle.
2. Beschlussfassung über das Rechnungsergebnis.
3. Statutenänderungen.
4. Wahlen in den Verwaltungsrat.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Revisorenbericht liegen ab 16. Juni 1948 im Geschäftslokal, Schwanengasse 9 in Bern, zur Einsicht der Herren Aktionäre auf.

Aktionäre, welche an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, haben ihre Aktien bis spätestens 25. Juni 1948 im Domizil der Gesellschaft zu deponieren, wogegen ihnen Zutrittskarten verabfolgt werden.

482

Bern, den 8. Juni 1948.

Der Verwaltungsrat.

WELLA AG., Zürich

Diejenigen Aktionäre, die ihre Inhaberaktien zwecks Umwandlung in Namenaktien (vergleiche SHAB. Nr. 12 vom 16. Januar 1947) und der Vormerkung im Aktienbuch der Verwaltung noch nicht eingesandt haben, werden hiermit aufgefordert, dies bis spätestens zur nächsten Generalversammlung vom 12. Juni 1948 (vergleiche SHAB. Nr. 126 vom 2. Juni 1948) nachzuholen.

Stimmberechtigt sind gemäss § 7 der Statuten nur die im Aktienbuch eingetragenen Aktionäre.

Z 420

Die Verwaltung.

SANTA-FÉ

Compagnie financière française pour la République argentine et l'étranger

(Ex. Compagnie française des Chemins de fer de la Province de Santa-Fé)

Société anonyme au capital de 157 100 000 fr.

Siège social: 66, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

R. C. Seine N° 75 031

Appel au remboursement anticipé des obligations 4 1/2 %

Messieurs les propriétaires et porteurs des obligations 4 1/2 % de 500 fr. fr. nominal, émises de 1902 à 1912 par la Compagnie française des Chemins de fer de la Province de Santa-Fé (actuellement dénommée « Santa-Fé », Compagnie financière française pour la République argentine et l'étranger), sont informés de ce que la société précitée, par application du décret-loi français du 30 octobre 1935, a décidé de procéder au remboursement anticipé au 9 juillet 1948 de la totalité des dites obligations 4 1/2 %, non encore amorties à cette date.

En conséquence, les obligations seront mises en remboursement à partir du 9 juillet 1948 et cesseront de porter intérêt à partir de cette date.

Le remboursement de ces obligations sera effectué au pair, sous déduction des impôts français exigibles, aux guichets des établissements suivants:

Banque de Paris et des Pays-Bas,
Comptoir national d'escompte de Paris,
Crédit lyonnais,
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France,
dans les sièges, agences et succursales en France de ces établissements.

En Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse, les porteurs pourront s'adresser aux succursales et correspondants de ces établissements pour obtenir tous renseignements concernant ce remboursement.

En même temps que le remboursement des obligations, comme il est indiqué ci-dessus, sera mis également en paiement, sous déduction des impôts français exigibles, la fraction de l'intérêt couru du 15 mai au 8 juillet 1948 inclus.

X 196

Les obligations au porteur devront être présentées coupons N° 93 et suivants attachés.

Le conseil d'administration.

Département social romand

des Unions chrétiennes de jeunes gens et Sociétés de la Croix-Bleue

5^e tirage d'amortissement de l'emprunt 3 3/4 % de 250 000 fr., 1942

Les 20 obligations de 500 fr. portant les numéros:

44	78	81	109	114	163	197	249	265	340
361	375	383	413	436	445	449	452	489	498

sont remboursables dès le 30 septembre 1948 chez:

MM. de Palézieux et Cie, banquiers, à Vevey
Hentsch et Cie, banquiers, à Genève
Roguin et Cie, banquiers, à Lausanne.

Morges, le 7 juin 1948.

L 234

